



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du **28 JUIL 2023** autorisant la modification des conditions d'exploitation d'une carrière située sur les communes d'Anneville-Ambourville et d'Yville-sur-Seine au lieu-dit « Le Sablon » exploitée par la société Carrières et Ballastières de Normandie (CBN)

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment son livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 1983 relatif à l'installation de traitement des matériaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2017 autorisant l'exploitation d'une carrière de sables et graviers aux lieux-dits « Commune Pâturage » et « Ferme du Tilleul » ;
- Vu l'arrêté d'autorisation du 14 novembre 2018 modifié le 14 juin 2022 autorisant la société SAS Carrières et Ballastières de Normandie à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes d'Yville-sur-Seine et d'Anneville-Ambourville au lieu-dit « Les Sablons » ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2023 annonçant l'avis de participation du public par voie électronique de 15 jours du 23 janvier 2023 au 06 février 2023 inclus, sur le projet susvisé, et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs des communes d'Anneville-Ambourville, Bardouville, Barneville-sur-Seine, Jumièges, Le Mesnil-sous-Jumièges, Mauny, Saint-Martin-de-Boscherville, Saint-Pierre-de-Manneville, Quévillon et Yville-sur-Seine ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la décision préfectorale du 13 juillet 2022 dispensant d'évaluation environnementale le projet d'extension et de prolongation porté par la société Carrières et Ballastières de Normandie à Anneville Ambourville et Yville-sur-Seine après examen au cas par cas ;
- Vu le schéma départemental des carrières approuvé le 27 août 2014 ;

- Vu la demande en date du 5 juillet 2022 (complétée en novembre 2022) par laquelle la société Carrières et Ballastières de Normandie, dont le siège social est situé Zone Industrielle Zone Bleue - 76370 Rouxmesnil-Bouteilles, sollicite la modification des conditions d'exploiter la carrière des « Sablons » située sur le territoire des communes d'Anneville-Ambourville et d'Yville-sur-Seine, activité relevant de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu les plans et autres documents joints à cette demande ;
- Vu les avis émis sur le dossier ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Anneville-Ambourville ;
- Vu les plans de remise en état communiqués par l'exploitant par courriel le 22 juin 2023, et l'avis du maire d'Yville-sur-Seine et de ses adjoints sur ces plans ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 5 juillet 2023 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 13 juillet 2023 ;
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société Carrières et Ballastières de Normandie, dont le siège social est situé Zone Industrielle Zone Bleue - 76370 Rouxmesnil-Bouteilles, a sollicité la modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert, sur le territoire des communes d'Anneville-Ambourville et d'Yville-sur-Seine au lieu-dit « Le Sablon », et visant à intégrer dans un seul arrêté préfectoral les parcelles restant à exploiter sur la carrière située aux lieux-dits « ferme du tilleul » et « commune pâture », sur lesquelles se trouve actuellement l'installation de traitement des matériaux, et les parcelles déjà autorisées dans l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2018 susvisé, au lieu dit « le sablon » ;

que le dossier présenté est conforme aux orientations du schéma départemental des carrières approuvé le 27 août 2014 ;

que les modifications demandées ont pour seul effet de prolonger la durée pendant laquelle l'installation de traitement des matériaux sera présente à l'endroit actuel, sans modifier les impacts divers de la carrière sur son environnement, déjà encadrés par les arrêtés existants ;

que les conditions d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par les prescriptions ci-jointes, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitation des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SAS Carrières et Ballastières de Normandie, dont le siège social est situé Zone Industrielle Zone Bleue à Rouxmesnil-Bouteilles (76370), est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert, sur le territoire des communes d'Anneville-Ambourville et d'Yville-sur-Seine au lieu-dit « Le Sablon ».

Article 2

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

Article 3

Une copie du présent arrêté devra être conservée par l'exploitant, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible sur le site de l'exploitation.

Article 4

La carrière demeurera d'ailleurs soumise à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 5

En cas d'infractions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'est pas exploitée pendant deux années consécutives.

Article 6

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra présenter aux services préfectoraux une demande d'autorisation sous les formes prévues à l'article R. 516-1 du code de l'environnement susvisé.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration conformément aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement susvisé dans un délai de 6 mois au moins avant la date de cessation, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 7 – Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rouen :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte leur a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-avant.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 8 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies des communes d'Anneville-Ambourville et Yville-sur-Seine, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies des communes d'Anneville-Ambourville et Yville-sur-Seine pendant une durée minimale d'un mois. Les maires d'Anneville-Ambourville et Yville-sur-Seine font connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consulté en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement, et indiqués ci-après : Anneville-Ambourville, Bardouville, Jumièges, Le Mesnil-sous-Jumièges, Mauny, Saint-Martin-de-Boscherville, Saint-Pierre-de-Manneville, Quévillon et Yville-sur-Seine dans le département de Seine-Maritime et Barneville-sur-Seine dans le département de l'Eure ;
4. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, les maires des communes d'Anneville-Ambourville et d'Yville-sur-Seine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société Carrières et Ballastières de Normandie.

Fait à ROUEN, le **28 JUN 2023**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral autorisant la société CBN à exploiter une carrière de sables et de graviers alluvionnaires sur le territoire des communes D'yville-sur-Seine et Anneville-Ambourville

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....	7
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	8
CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	10
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	11
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DE L'INSTALLATION.....	11
CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	11
CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	11
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	11
CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	12
CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	12
CHAPITRE 2.7 ENQUÊTE ANNUELLE.....	12
CHAPITRE 2.8 COMMISSION LOCALE DE CONCERTATION ET DE SUIVI.....	12
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	14
CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	14
CHAPITRE 3.2 ODEURS.....	14
CHAPITRE 3.3 VOIES DE CIRCULATION.....	14
CHAPITRE 3.4 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOIS DE POUSSIÈRES.....	14
CHAPITRE 3.5 MESURE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES.....	15
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	16
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	16
CHAPITRE 4.2 PROTECTION DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES.....	16
CHAPITRE 4.3 REJETS D'EAU EN CAS D'APPORT DE SÉDIMENTS DE DRAGAGE DE LA SEINE.....	22
CHAPITRE 4.4 EAU UTILISÉE DANS L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX.....	23
TITRE 5 - DÉCHETS.....	24
CHAPITRE 5.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS.....	24
CHAPITRE 5.2 SÉPARATION DES DÉCHETS.....	24
CHAPITRE 5.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS.....	25
CHAPITRE 5.4 DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT.....	25
CHAPITRE 5.5 DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT.....	26
CHAPITRE 5.6 TRANSPORT.....	26
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	27
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	27
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	27
CHAPITRE 6.3 MESURES PRISES POUR LIMITER L'IMPACT SONORE.....	29
CHAPITRE 6.4 VIBRATIONS.....	29
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	30
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	30
CHAPITRE 7.2 DIRECTEUR TECHNIQUE – CONSIGNES – PRÉVENTION – FORMATION.....	30
CHAPITRE 7.3 PRÉPARATIONS DANGEREUSES.....	30
CHAPITRE 7.4 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	31
CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	31
CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	32
TITRE 8 - EXPLOITATION ET REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE.....	33
CHAPITRE 8.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES À L'EXPLOITATION.....	33

CHAPITRE 8.2	SÉCURITÉ.....	34
CHAPITRE 8.3	EXPLOITATION.....	35
CHAPITRE 8.4	REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE.....	43
CHAPITRE 8.5	PLANS.....	63
CHAPITRE 8.6	IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL : MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS.....	63
CHAPITRE 8.7	SUIVIS ÉCOLOGIQUES.....	67
TITRE 9	- EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE ET POLLUTIONS LUMINEUSES.....	70
CHAPITRE 9.1	GÉNÉRALITÉS.....	70
CHAPITRE 9.2	EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE.....	70
CHAPITRE 9.3	ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN PÉRIODE NOCTURNE ET PRÉVENTION DES POLLUTIONS LUMINEUSES.....	70
TITRE 10	- ÉCHÉANCES.....	71
TITRE 11	- ANNEXES.....	73

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Carrières et Ballastières de Normandie, ci-après dénommée CBN, dont le siège social est Zone Industrielle Zone Bleu à Rouxmesnil-Bouteilles (76370), est autorisée, sous réserve du respect des présentes prescriptions à :

- poursuivre l'exploitation, **jusqu'au 31 août 2037**, de sa carrière sise au-lieu-dit « Les Sablons » sur le territoire des communes d'Yville-sur-Seine et Anneville-Ambourville, autorisée par arrêté préfectoral du 02 août 2013 et complété par les arrêtés préfectoraux des 2 novembre 2016, 14 février 2018 et 14 juin 2022 ;
- finaliser l'exploitation de la zone située à l'est de la route départementale 45, une fois la zone située à l'ouest de cette route complètement exploitée, et l'installation de traitement située à l'est démantelée.
- exploiter la bande des 10 mètres en limite nord du périmètre, au niveau de la parcelle C270, sur la phase 3 d'exploitation, dans le cadre d'une harmonisation des paysages exploités (cf. article 8.3.1.2 des présentes prescriptions) ;
- remettre en état l'ensemble du site (carrière et périmètre autorisé) dans les conditions fixées par les présentes prescriptions.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 02 août 2013, 02 novembre 2016, 14 février 2018 et 14 juin 2022 autorisant et réglementant l'exploitation de la carrière au-lieu-dit les Sablons sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 1983 relatives à l'installation de traitement des matériaux sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, mentionnés ou non dans la nomenclature, qui sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'activité du site concerne l'exploitation de la carrière et le traitement des matériaux. Les matériaux extraits sont acheminés – dans les conditions prévues à l'article 8.3.6 des présentes prescriptions – avec ou sans stockage sur le site, vers l'installation de traitement située au lieu-dit « Commune Pâtur », de l'autre côté de la route départementale n° 45, à l'ouest du site.

Rub	Ali né a	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrière	Superficie totale autorisée	61 ha 12 a 32 ca
				Superficie totale à exploiter	47 ha 80 a 76 ca
				Production moyenne annuelle	350 000 tonnes/an
				Production maximale annuelle	500 000 tonnes/an
2515	1	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2, la puissance étant supérieure à 200 kW	Puissance installée des installations	Crible côté Sablons : 74 kW Tapis convoyeur vers l'installation côté Marais : 176kW Installation côté Marais : 500 kW Drague : 400 kW Total : 1150kW
2517	2	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10000m ²	Superficie de l'aire de transit	20 000 m ²

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La carrière est située sur le territoire des communes d'Yville-sur-Seine et Anneville-Ambourville, aux lieux-dits « Les Sablons » sur les parcelles cadastrales ci-après indiquées :

Commune	Section et N°	Superficie cadastrale (m ²)	Superficie de la demande d'autorisation (m ²)	Partie concernée par l'exploitation
Anneville-Ambourville	C 270	17 120	17 120	En totalité
Yville-sur-Seine	A 180p	762582	158250	En partie
Yville-sur-Seine	A 181	910	910	En totalité
Yville-sur-Seine	A 182	53157	44000	En partie
Yville-sur-Seine	B 109	411	411	En totalité
Yville-sur-Seine	B 110	3345	3345	En totalité

Commune	Section et N°	Superficie cadastrale (m²)	Superficie de la demande d'autorisation (m²)	Partie concernée par l'exploitation
Yville-sur-Seine	B 111	3326	3326	En totalité
Yville-sur-Seine	B112p	3340	600	En partie
Yville-sur-Seine	B 114	1956	1956	En totalité
Yville-sur-Seine	B 115	480	480	En totalité
Yville-sur-Seine	B 116	20205	20205	En totalité
Yville-sur-Seine	B 117	1594	1594	En totalité
Yville-sur-Seine	B 134	6 619	6 619	En partie
Yville-sur-Seine	B 135	8 128	8 128	En totalité
Yville-sur-Seine	B 136	4 384	4 384	En totalité
Yville-sur-Seine	B 140	7 284	7 284	En partie
Yville-sur-Seine	B 143	2 642	2 642	En partie
Yville-sur-Seine	B 144	2 170	2 170	En partie
Yville-sur-Seine	B 145	2 219	2 219	En partie
Yville-sur-Seine	B 175	63 549	63 549	En partie
Yville-sur-Seine	B 176	19 118	19 118	En partie
Yville-sur-Seine	B 177	31 400	31 400	En totalité
Yville-sur-Seine	B 178	3 550	3 550	En totalité
Yville-sur-Seine	B 179	5 970	5 970	En totalité
Yville-sur-Seine	B 180	18 319	18 319	En partie
Yville-sur-Seine	B 181	26 078	26 078	En partie
Yville-sur-Seine	B 182	16 851	16 851	En totalité
Yville-sur-Seine	B 183	16 640	16 640	En totalité
Yville-sur-Seine	B 184	3 663	3 663	En totalité
Yville-sur-Seine	B 185	7 183	7 183	En totalité
Yville-sur-Seine	B 186	11 101	11 101	En totalité
Yville-sur-Seine	B 187	3 690	3 690	En totalité
Yville-sur-Seine	B 188	25 620	25 620	En totalité
Yville-sur-Seine	B 189	4 680	4 680	En totalité
Yville-sur-Seine	B 190	4 460	4 460	En totalité
Yville-sur-Seine	B 191	73 040	73 040	En totalité
Yville-sur-Seine	B 278p	12578	10000	En partie
Yville-sur-Seine	B 291	17970	17970	En totalité
Yville-sur-Seine	B 326	4 032	4 032	En partie

Commune	Section et N°	Superficie cadastrale (m²)	Superficie de la demande d'autorisation (m²)	Partie concernée par l'exploitation
Yville-sur-Seine	B 366	3 932	3 932	En totalité
Yville-sur-Seine	B 368	1 831	1 831	En totalité
Yville-sur-Seine	B 370	3 690	3 690	En totalité
Yville-sur-Seine	B 375p	6009	4509	En partie
Yville-sur-Seine	B 427	39 403	39 403	En totalité
Yville-sur-Seine	B 428	639	639	En totalité
Yville-sur-Seine	B 429	87	87	En totalité
Yville-sur-Seine	B 430	400	400	En totalité
Yville-sur-Seine	B 431	867	867	En totalité
Yville-sur-Seine	B 432	27 559	27 559	En totalité
Yville-sur-Seine	B 433	3 470	3 470	En totalité
Yville-sur-Seine	B 434	16 400	16 400	En totalité
Yville-sur-Seine	B 437	12 998	12 998	En totalité
Yville-sur-Seine	B 463p	300	300	En partie
TOTAL (en m²)		1334882	768642	-

La surface exploitable est limitée à **76 ha 86 a 42 ca.**

L'installation citée à l'article 1.2.1 ci-dessus est reportée avec ses références sur le plan de situation annexé au présent arrêté (voir annexe 1).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Le site d'exploitation, objet du présent arrêté, est disposé, aménagé et exploité conformément aux plans et données techniques contenus :

- d'une part, dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 22 décembre 2010 (complété les 12 mars 2011 et 19 avril 2012) et le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter déposé le 15 juin 2017 (complété les 17 octobre 2017 et 6 décembre 2017) ;
- d'autre part, dans le rapport de la tierce expertise relative au remblaiement de la carrière à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine remis le 19 novembre 2012 ;
- et du dossier de porter à connaissance en date du 5 juillet 2022 (complété en novembre 2022) relatif à la modification des conditions d'exploiter la carrière des « Sablons ».

En tout état de cause, l'exploitant respecte les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à partir de la date de notification du présent arrêté ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'extraction est accordée jusqu'au 31 août 2037. Cette date limite ne concerne pas l'exploitation de l'installation de traitement des matériaux.

Cette durée inclut :

- la **phase de défrichement** et la réalisation du **diagnostic archéologique** ;
- la **phase d'extraction** des matériaux sur **11 ans maximum** ;
- la **phase finale de réaménagement** sur **4 ans** (comprenant la remise en état finale du site et le nettoyage).

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de cette date que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région en application du code du patrimoine (livre V), suite au diagnostic préventif demandé au chapitre 8.3.3 du présent arrêté.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2.

ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

La période d'autorisation restante étant d'une durée de **15 ans** (à compter de janvier 2023), 3 périodes de 5 ans sont considérées.

L'évaluation du montant des garanties financières est détaillée dans le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter daté de novembre 2022.

Les montants de référence des garanties financière fixés pour l'exploitation de la carrière sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Ils sont évalués à l'aide de l'indice TP01 de septembre 2022 égal à 839,03.

		Montant des garanties financières (en euros TTC)
Période 3 (2023-2027)	Concerne les phases 3, 4, 5a	829374
Période 4 (2028-2032)	Concerne les phases 5b et 6	919979
Période 5 (2033-2037)	Exploitation de la phase 6 (ouest RD45), remblaiement final et réaménagement	621878

ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Au plus tard un mois après notification des présentes prescriptions, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins **six mois** avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, dans les six mois qui suivent ces variations.

La formule d'actualisation du montant des garanties financières est la suivante :

$$C_n = C_r * (I_n / I_r) * (1 + TVA_n) / (1 + TVA_r)$$

– C_n étant le montant des garanties financières à provisionner à l'année n , I_n et TVA_n étant respectivement l'indice TP01 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

– L'indice TP01 de référence I est celui de janvier 2017, soit **685,5** ;

– Le taux de TVA de référence **TVA** est celui applicable à la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.6.1 du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1. Conformément à l'article L.514-3, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation de l'installation nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-5, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet, qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Aucun équipement abandonné ne doit être maintenu dans l'installation. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement de l'installation visée sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt **six mois au moins** avant celui-ci, conformément aux articles R.512-39-1 à R.512-39-5 du code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant adresse également au préfet un dossier comprenant le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos), le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions engagées de réaménagement et de mise en sécurité du site, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site (historique d'exploitation, de remblaiement à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine et de déchets inertes, réaménagement, mise en œuvre des mesures compensatoires ayant conditionné l'autorisation, plan de gestion post-exploitation sur une durée de 10 ans tel que demandé dans l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2012 relatif à la dérogation à l'article L.411-1° du code de l'Environnement pour perturbation de spécimens d'espèces animales protégées et destruction de leurs milieux particuliers). Ceci afin de s'assurer que les dispositions du chapitre 8 des présentes prescriptions sont respectées.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus dans les dossiers de demande d'autorisation déposés le 22 décembre 2010 (complété les 12 mars 2011 et 19 avril 2012) et de demande de modification des conditions d'exploiter déposée le 15 juin 2017 (complété les 17 octobre 2017 et 06 décembre 2017), ainsi que le rapport de la tierce expertise relative au remblaiement de la carrière à l'aide de sédiments de dragage d'entretien de la Seine remis le 19 novembre 2012.

En particulier, le site est remis en état conformément aux dispositions du titre 8 des présentes prescriptions de manière à reconstituer les terrains en pelouse silicole, en prairie, lande et reboisement et à aménager une mare pour les batraciens, à créer des fronts de taille recherchés par l'hirondelle de rivage et des petits tas de pierre pour les reptiles.

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, **le code forestier, le code du patrimoine**, le code du travail et le code général des collectivités territoriales ainsi que la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DE L'INSTALLATION

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de l'installation pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments et des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'installation comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées, en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose si nécessaire de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage ou les matériaux valorisables. Ils sont stockés de manière à ne présenter aucun risque d'effondrement d'une verse.

Des aménagements paysagers sont réalisés dans les conditions prévues à l'article 8.1.4 des présentes prescriptions (notamment merlons paysagers, conservation de la bande de 50 mètres à l'ouest du site).

CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 ENQUÊTE ANNUELLE

L'exploitant remplit chaque année, dans les délais impartis, un formulaire sur le site GERE (<https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/accueil>) afin de dresser un bilan d'activité de l'année n. Il transmet également à l'inspection des installations classées les documents et plans demandés.

Le défaut de réponse est interprété comme un défaut d'exploitation durant l'année n.

CHAPITRE 2.8 COMMISSION LOCALE DE CONCERTATION ET DE SUIVI

Une commission locale de concertation et de suivi (CLCS) du site est instituée. Sa composition comprend, au minimum :

- un représentant de l'exploitant ;
- des représentants des élus locaux ;
- des représentants des riverains et des associations locales ;
- des représentants des propriétaires des terrains ;
- a minima un représentant de l'inspection des installations classées, et en tant que de besoin un représentant du service ressources de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), et/ou un représentant de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) ;
- un représentant du Parc Naturel régional des boucles de la Seine Normande (PNRBSN) ;
- en tant que de besoin, un représentant de(s) structure(s) chargé(es) des suivis faunistiques, floristique et espèces protégées.

Les membres de la CLCS peuvent faire appel à des personnes reconnues compétentes pour assister aux réunions ou présenter les résultats d'études techniques. Ces personnes ne participent pas aux votes.

Cette commission se réunit, à l'initiative de l'exploitant, après un an d'exploitation, puis **tous les ans**. La fréquence de la tenue des commissions pourra être revue par l'inspection des installations classées.

La commission a pour objectif d'assurer un échange d'informations continu et objectif entre ses participants.

L'exploitant dresse à l'occasion de chaque réunion de la CLCS, un bilan de l'avancement de l'exploitation et du réaménagement ainsi qu'un bilan des différentes mesures d'évitement, de réduction et de mesures compensatoires mises en œuvre (article 8.4.8 des présentes prescriptions notamment). Il présente également :

- le ratio d'expédition des matériaux par voie fluviale / voie routière comme demandé dans l'article 8.3.6 des présentes prescriptions ;
- les résultats du suivi de la qualité des sédiments de dragage autorisés entrants sur le site, conformément à l'article 8.4.5.2 des présentes prescriptions ;
- le suivi du réaménagement ;
- les résultats du suivi piézométrique réalisé sur le site, conformément à l'article 4.2.2 des présentes prescriptions

La CLCS peut comporter un volet « suivi espèces protégées » qui présente les éléments demandés dans l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2012 relatif à la dérogation pour perturbation d'espèces protégées, notamment :

- le suivi faunistique et floristique prévu pour évaluer l'évolution écologique du milieu et apprécier l'efficacité des aménagements réalisés (végétalisation, plantations...). Il peut être discuté des modalités d'entretien des milieux en fonction des résultats obtenus, voire de définir des mesures correctives ;
- le suivi de la « convention de vie de carrière » signée entre un organisme compétent de gestion et de suivi des espèces (type Ligue de Protection des Oiseaux), la mairie d'Yville-sur-Seine et l'exploitant, dont l'enjeu visé est la reconstitution des zones sèches sablonneuses correspondant à des milieux ouverts favorables au développement de la pelouse silicicole et du plan de suivi et de gestion pour la reconstitution.

2 ans avant la date d'expiration du présent arrêté, la CLCS aborde plus en détail les mesures de remise en état du site ainsi que la réalisation des mesures d'accompagnement et des mesures compensatoires. Dans le cas où certaines dispositions, hors mesures compensatoires, ne pourraient être respectées, l'exploitant expose les modifications durant cette CLCS, requiert l'avis des membres de la commission et dépose un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation et/ou de remise en état de la carrière, conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

A la fin des travaux de remise en état du site, dans le cadre de la cessation d'activité, l'exploitant réunit la CLCS afin de requérir les avis des membres sur les travaux réalisés. En particulier, il est présenté une convention de suivi post-exploitation, sur une durée de 10 ans, comme demandé par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2012 relatif à la dérogation à l'article L411-1° du code de l'Environnement, pour perturbation de spécimens d'espèces animales protégées et destruction de leurs milieux particuliers.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions dans l'atmosphère, y compris diffuses, et la propagation de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit, mais est toléré exceptionnellement pour l'élimination des poussettes de la Renouée du Japon, conformément à la note émise par le PNRBSN.

CHAPITRE 3.2 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les engins sont conformes à la réglementation. Leur entretien est régulier.

CHAPITRE 3.3 VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Des dispositions sont à prévoir telles que le lavage des roues des véhicules en sortie du site ;
- en cas de besoin, l'exploitant procède au balayage de la rue Christine et de la route départementale 45 sur la longueur nécessaire, sans se limiter à la zone d'entrée/sortie des camions.

Un plan de circulation (interne et/ou externe) est régulièrement tenu à jour.

CHAPITRE 3.4 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Il n'est autorisé aucun stockage de produits pulvérulents sur le site de la carrière.

La vitesse de circulation des engins est limitée à **30 km/h** sur les pistes en enrobé et à **15 km/h** sur les pistes non protégées de la carrière. Leur nombre sera limité tant au niveau de l'extraction qu'au décapage.

Les pistes et le carreau de l'exploitation feront l'objet d'un arrosage si nécessaire. Par ailleurs, les pistes sont entretenues en permanence afin d'éviter les nids de poule.

L'exploitant met en place un transport des matériaux vers l'installation de traitement située au lieu-dit « Commune Pâturage » par convoyeur à bandes afin de réduire les émissions atmosphériques et les risques d'émissions de poussières dues aux véhicules sur piste. La bande de 50 mètres conservée est impactée au plus court par ce convoyeur lors de l'exploitation de la phase 1b.

Le convoyeur emprunte ensuite les phases exploitées pour arriver au lieu d'extraction.

L'exploitant maintient les bandes boisées en périphérie du site (à l'exception du nord de la carrière, objet de la dérogation pour l'exploitation de la bande des 10 mètres, comme permis par l'article 8.3.1.2 des présentes prescriptions).

CHAPITRE 3.5 MESURE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Des mesures de retombées de poussières à l'extérieur du périmètre d'autorisation peuvent être demandées à l'exploitant sur demande de l'inspection des installations classées.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Aucun prélèvement d'eau n'est prévu dans le cadre de l'extraction des matériaux.

Les dispositions relatives à l'eau utilisée dans l'installation de traitement des matériaux sont prévues au chapitre 4.4, et celles éventuellement applicables à la gestion des eaux en cas d'apport de sédiment de dragage de la Seine sont prévues à l'article 4.3.

CHAPITRE 4.2 PROTECTION DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

Des consignes de sécurité sont rédigées et connues du personnel pour l'utilisation des engins sur le site, leur ravitaillement et pour la mise en œuvre de mesures d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures.

En particulier :

- Les hydrocarbures et produits polluants sont stockés sur rétention ou dans des cuves à double paroi ;
- Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs) ;
- La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, sauf en cas de recyclage interne à l'installation ;
- la dragline et les engins à chenilles pourront être ravitaillés à la demande par une citerne mobile, spécialement équipée au-dessus d'une aire étanche mobile ou tout autre dispositif équivalent (par exemple couvertures absorbantes...). Le ravitaillement de tout autre engin (à pneu notamment) est réalisé sur une aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbures et d'une vanne d'isolement permettant de retenir une éventuelle fuite avant qu'elle n'arrive au milieu naturel. Dans la mesure du possible, de l'huile hydraulique biodégradable est utilisée pour les engins ;
- les engins sont équipés de kit anti-pollution ;
- les engins à pneus, en dehors des heures d'activités, sont stationnés sur aire étanche.

En cas d'accidents pouvant provoquer une pollution du sol ou du sous-sol, des mesures de dépollution sont prises. L'inspection des installations classées est par ailleurs avertie **sans délai**.

Si des fossés devaient être temporairement supprimés du fait de l'exploitation de la carrière, les voies d'écoulements superficiels initiales seraient restaurées en fin d'exploitation.

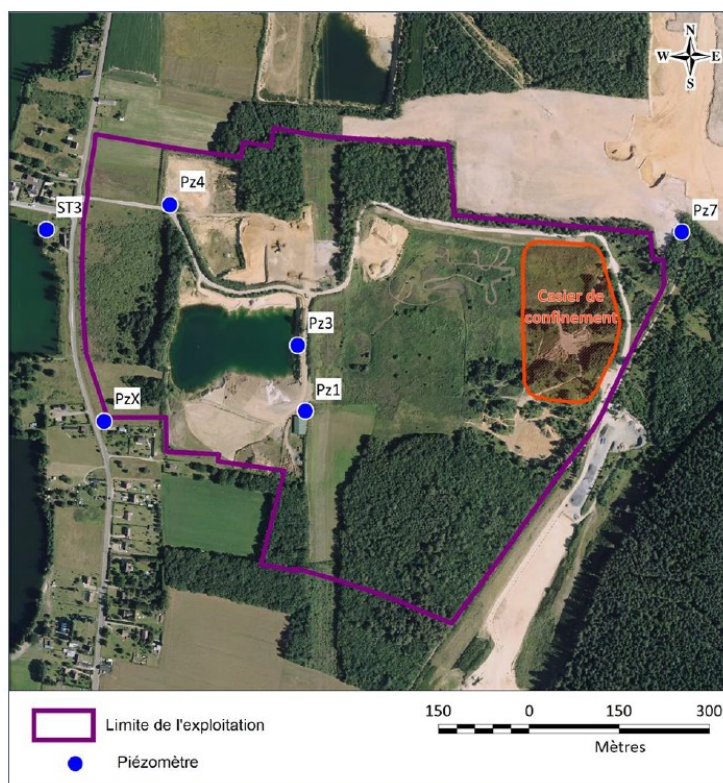
ARTICLE 4.2.1. AMÉNAGEMENTS RELATIFS AU SUIVI DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES

Un suivi de la qualité des eaux souterraines est mis en place et reste opérationnel pendant toute la durée des opérations de remblaiement à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine, de déchets non dangereux inertes ou de terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle afin de vérifier les impacts potentiels du site sur les eaux souterraines.

Le réseau est composé d'au minimum 4 piézomètres :

- un piézomètre amont (noté Pz 7) ;
- deux piézomètres situés à l'aval de la carrière (PzX et ST3) ;
- et un piézomètre central (Pz1).

Pour mémoire, les Pz4 et Pz3 figurant sur le plan ci-dessous n'existent plus, les zones ayant été exploitées.



Ces piézomètres sont implantés et réalisés dans les règles de l'art. Un rapport de la société installatrice est adressé à l'inspection des installations classées justifiant leur localisation et présentant notamment le mode opératoire utilisé, la profondeur des piézomètres et les différentes couches du milieu naturel.

Les piézomètres sont conçus et protégés de façon à ce qu'ils ne puissent pas être à l'origine d'une éventuelle pollution. Ils sont clairement identifiés et de manière indélébiles.

Les piézomètres non utilisés sont rebouchés afin d'éviter tout risque de pollution des sols par ces ouvrages.

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation de nouveaux piézomètres dans le but d'affiner le suivi.

ARTICLE 4.2.2. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Les analyses piézométriques sont réalisées avec la fréquence minimale suivante, en fonction des périodes de remblaiement :

	Fréquence minimale des prélèvements et analyses
- durant les phases de remblaiement à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine	Tous les 3 mois
- en dehors des phases de remblaiement à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine	Tous les 6 mois
- durant les phases de remblaiement par des déchets non dangereux inertes (dits « K3+ ») et/ou des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (dites « TN+ »)	Tous les 4 mois dès l'apport de 200 000 tonnes de terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (dites « TN+ ») sur le site de la carrière (*)

	Fréquence minimale des prélèvements et analyses
- durant les phases de remblaiement par des déblais pyriteux	Bimensuelle pendant une période minimale de 6 mois une fois que les déblais pyriteux stockés hors d'eau auront été convenablement gérés (dès le début de l'ennoiment sous niveau 0m NGF), puis tous les 3 mois pendant une période de 2 ans
- une fois l'ensemble des phases de remblaiement à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine terminé	Tous les ans pendant 4 ans minimum

Note () : Cette surveillance pourra être allégée au bout de 3 ans (après le début des suivis quadrimestriels) si aucune évolution significative des paramètres mesurés ou dépassement n'est observé.*

Quatre ans après le dernier remblaiement par des sédiments de dragage autorisés de la Seine, un bilan quadriennal est établi et communiqué à l'inspection des installations classées. À partir de ces analyses, l'exploitant détermine l'impact du remblaiement sous eau à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine et fait part à l'inspection de l'opportunité de poursuivre le suivi.

Les piézomètres font l'objet d'un suivi (en hautes eaux et basses eaux) sur les paramètres suivants :

Paramètres
Température, oxygène, pH, conductivité, turbidité
Ammonium (NH ₄)
MES
DCO
DBO ₅
Carbone Organique Total (COT)
Indice phénols
Chrome Hexavalent
Cyanures totaux
Composé organique halogénés en AOX
Arsenic
Hydrocarbures totaux
Métaux totaux
HAP
PCB (28, 35, 52, 101, 118, 138, 153 et 180)
Baryum
Molybdène
Sélénium
Antimoine

Paramètres
Sulfate
Chlorure
Azote global
Phosphore global
Fluor et composés (en F)
Fer, aluminium et composés
Manganèse et composés (en Mn)
Cuivre et composés (en Cu)
Zinc et composées (en Zn)
Cadmium
Chrome et composés (en Cr)
Plomb et composés (en Pb)
Mercure
Nickel et composés (en Ni)
Fraction soluble
Alcools, C12-14 (CAS 80206-82-2)
Laurylsulfate de sodium (LSS) (CAS 142-87-0)
Mono-C10-16-alkyl, sulfate de sodium (CAS 68585-47-7)

Une première analyse piézométrique est réalisée avant tout apport de matériaux externes inertes non-dangereux dits « 3+ » et de terres d'origine naturelle dites « TN+ », pour servir d'état initial de référence.

Toutes les substances énoncées ci-avant doivent également faire l'objet d'un contrôle **semestriel** dans le plan d'eau du club de voile en aval.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension (plan de situation, sens d'écoulement des eaux, suivi de tendance, analyse de référence, ...).

Les analyses doivent notamment être comparées :

1. aux seuils de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique pour les paramètres suivants :

Paramètres	Seuils de l'arrêté du 11 janvier 2007 (en µg/L)	
	Eau brute	Eau distribuée
As	100	10
Ba	1000	700
Cd	5	5
Cr total	50	50
Cu	-	2000
Hg	1	1
Mo	-	70
Ni	-	20
Pb	50	10
Sb	-	5
Se	10	10
Zn	5000	-
Chlorure	200000	250000
Fluorures	1500	1500
Sulfates	250000	250000
Indice phénols	100	-
COT (carbone organique total)	10000	-
Fraction soluble	-	704000

2. aux valeurs guides « PNEC – eau douce » (plus forte concentration de la substance sans risque pour l'environnement, telles que mentionnées dans la base REACH) pour les substances suivantes :

Substances	Seuil « PNEC eau douce » (en mg/l)
Alcools, C12-14 (CAS 80206-82-2)	0,043
Laurylsulfate de sodium (LSS) (CAS 142-87-0)	0,95
Mono-C10-16-alkyl, sulfate de sodium (CAS 68585-47-7)	1,357

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré ou de dépassement des valeurs de référence susvisées constaté par l'exploitant, ce dernier en informe sans délai l'inspection des installations classées et précise :

- les éventuelles anomalies, incidents ou accidents à l'origine du dépassement ou de la dérive ;
- les actions immédiatement mises en œuvre pour résorber les anomalies ou pour juguler la dérive amorcée ;
- les dispositions prises pour éviter le renouvellement de ce type de situation.

Les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées en ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres analyses. Si l'évolution défavorable est confirmée, ou si le dépassement des valeurs de référence susvisées est avéré, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation de nouvelles analyses aux frais de l'exploitant.

L'exploitant doit mettre à jour la modélisation hydrogéologique utilisée pour juger de l'acceptabilité en remblayage des déchets inertes (dits « K3+ ») et des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (dites « TN+ ») pour tenir compte des résultats de la surveillance piézométrique des eaux souterraines précisée dessus :

- après deux ans de mise en stockage des déchets inertes, y compris des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle ;
- puis à une fréquence quinquennale.

Les résultats de cette modélisation doivent être transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires.

ARTICLE 4.2.3. SURVEILLANCE DES EAUX DE SURFACE ET EAUX SOUTERRAINES DANS LE CAS DU REMBLAIEMENT AVEC DES DÉBLAIS PYRITEUX

Le suivi qualitatif renforcé de la nappe des alluvions est maintenu à deux contrôles/mois au niveau des piézomètres et dans l'eau de la carrière pendant une période minimale de 6 mois une fois que les déblais pyriteux stockés hors d'eau auront été convenablement gérés (ennoyés sous le niveau 0m NGF), puis tous les mois pendant une période de 2 ans, pour les paramètres suivants :

- métaux et métalloïdes : Al, Sb, As, Ba, Cd, Cr, Cu, Mn, Hg, Mo, Ni, Pb, Se, Zn, Fe(II) ;
- cations et anions : fluor et fluorures, chlorures, sulfates, sulfures totaux, carbonates ;
- autres : COT, T°, pH, Conductivité, Eh, Oxygène dissous, TAC et Dco.

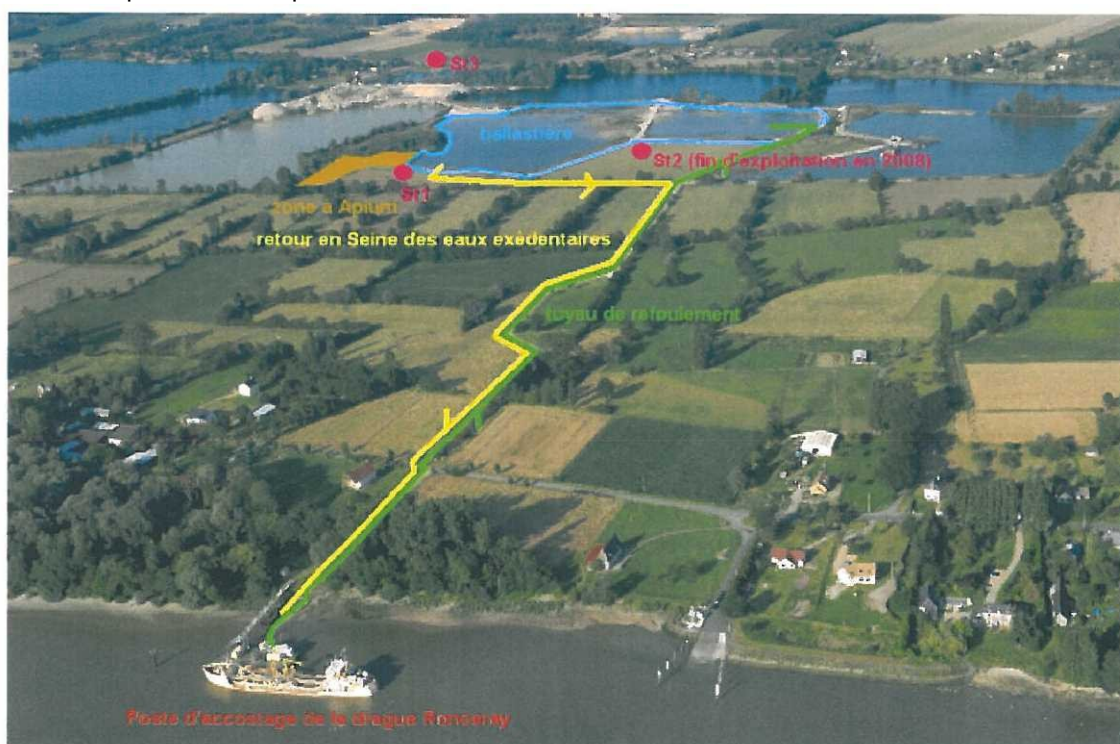
Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution défavorable des résultats, mettant en évidence une suspicion d'acidification, l'exploitant informe l'inspection dans un délai de 48 heures et la fréquence d'analyse est augmentée.

En cas de valeur du pH non-conforme à la fourchette $5,5 < > 8,5$, les opérations de remblaiement prévues par l'article 8.4.6 du présent arrêté sont suspendues et l'exploitant procède à une recherche de cause de variation du pH.

CHAPITRE 4.3 REJETS D'EAU EN CAS D'APPORT DE SÉDIMENTS DE DRAGAGE DE LA SEINE

En cas de remblayage de la carrière par des sédiments de dragage de la Seine, Le seul rejet autorisé est celui du refoulement des eaux issues de l'acheminement des sédiments de dragage autorisés de la Seine. Le point de rejet en Seine, au niveau de l'apponement, est situé à 2 km environ à l'Ouest du site et est représenté ci-après :



Le point de rejet est aménagé de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet ;
- ne pas gêner la navigation.

Il doit, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Seules les eaux pluviales sont susceptibles d'être infiltrées dans le milieu naturel.

L'épandage des eaux résiduares, des boues et des déchets est interdit.

ARTICLE 4.3.1. FRÉQUENCE ET PARAMÈTRES DES ANALYSES DES REJETS

Sur le point de rejet en Seine des eaux de refoulement, est prévu un point de prélèvement d'échantillons.

Les analyses des rejets d'eaux de refoulement sont réalisées à chaque campagne de remblaiement à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine. La **fréquence minimale** est **annuelle**.

A minima, les paramètres analysés sont les suivants :

- pH, DCO, matières en Suspension, turbidité (paramètre Platine) ;
- composés inorganiques : As, Cd, Cr, Hg, Pb, Ni et Zn ;
- composés organiques : PCB (7 congénères), HAP (16 de la liste de l'US-EPA) , BTEX, COT et HCT (avec séquençage des C10 à C40).

Les prélèvements et analyses sont réalisés conformément aux prescriptions techniques de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009, notamment en respectant les limites de quantification définies à l'annexe 5.2.

Les résultats sont comparés d'une analyse à l'autre afin de visualiser l'évolution des différents paramètres.

Les résultats d'analyses, interprétés par l'exploitant, sont communiqués dès réception, à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.4 EAU UTILISÉE DANS L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX

L'eau utilisée dans l'installation de traitement est pompée dans le plan d'eau situé au nord de la rue Christine. Le point de pompage est équipé d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif doit être relevé toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le rejet d'eau se fait dans le plan d'eau situé immédiatement au sud de la rue Christine, dans lequel sont aménagées des digues (cote minimale 5,2 NGF) de manière à faciliter la décantation des fines à l'endroit du rejet. La surverse de ce plan d'eau (sud) se fait vers le plan d'eau nord par une tuyauterie passant sous la rue Christine. Toutes dispositions sont prises pour éviter tout apport de matières en suspension directement dans le plan d'eau sud, et du plan d'eau sud vers le plan d'eau nord.

Aux fins d'évaluation de la qualité du rejet, une mesure de la quantité de matières en suspension rejetée au niveau de l'exutoire sera réalisée avant le 30 septembre 2023 sur un échantillon représentatif. Cette mesure sera renouvelée tous les 3 ans.

L'eau utilisée pour l'installation de malaxage/préparation de grave ciment est pompée dans le plan d'eau situé au sud de la rue Christine. Un relevé des durées de fonctionnement de l'installation est tenu à jour et mis à disposition de l'inspection des installations classées, de manière à pouvoir évaluer la quantité d'eau utilisée.

TITRE 5- DÉCHETS

A l'exception des déchets inertes et des sédiments de dragage autorisés de la Seine stockés dans le cadre du remblaiement de la carrière, ainsi que des déchets papetiers in situ qui seront déblayés puis stockés in situ dans un casier de confinement, aucun déchet n'est stocké et/ou entreposé sur le site. Les éventuels déchets produits sont gérés et stockés comme ceux produits par l'installation de traitement de CBN située sur la commune d'Yville-sur-Seine au lieu-dit « Commune Pâture » de l'autre côté de la route départementale 45.

CHAPITRE 5.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de son installation pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi,
- diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5.2 SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son installation de traitement des matériaux, située à Yville-sur-Seine, la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, en évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement. Ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-201 du code de l'environnement.

CHAPITRE 5.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés sur l'installation de traitement des matériaux située à Yville-sur-Seine, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

CHAPITRE 5.4 DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.4.1 REGISTRE – CIRCUIT DE DÉCHETS

Conformément à l'article R.541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets dangereux ou non produits par son établissement.

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Les agréments des entreprises de transport de déchets dangereux et les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets sont annexés aux présents registres.

Ces registres sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

CHAPITRE 5.5 DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non-dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

CHAPITRE 5.6 TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V, titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

La vitesse des engins est limitée et ne peut excéder **30 km/h** à l'intérieur de l'installation sur les pistes en enrobé, et 15 km/h sur les pistes non protégées de la carrière.

L'usage du klaxon est interdit sur le site et rappelé dans une consigne, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les pistes sont entretenues afin d'éviter les nids de poule.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

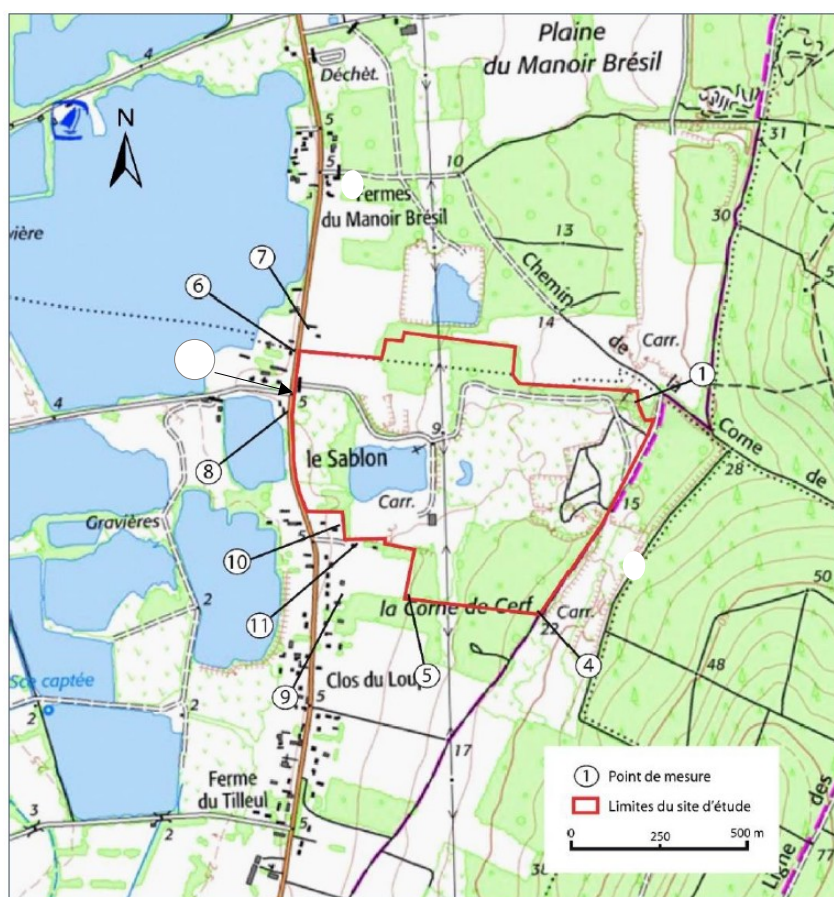
L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)



Point	Emplacement	Type
1	Angle Nord-Est du périmètre autorisé	Limite de propriété
4	Angle Sud-Est du périmètre autorisé	
5	Limite Sud du périmètre autorisé	
6	Angle nord-ouest du site d'étude et habitation au nord-ouest	Limite de propriété et Zone à Émergence Réglementée
7	Au niveau de l'habitation située au nord-ouest en bordure de la route départementale	Zone à Émergence Réglementée
8	Au niveau de l'habitation située à l'ouest en bordure de la route départementale près de l'entrée de l'exploitation	
9	Au niveau de l'habitation située au sud-ouest	
10	Au niveau de l'habitation située au sud-ouest	
11	Au niveau de l'habitation située au sud-ouest	
12	Habitation proche de l'installation de traitement de la carrière, rue Christine (ex point 1 de l'AP du 18 mai 2009)	

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.3 MESURES PRISES POUR LIMITER L'IMPACT SONORE

Les mesures mises en place pour limiter l'impact sonore de l'extraction sont a minima :

- le bon état des engins intervenant sur la carrière et leur conformité à la réglementation en vigueur (décret du 18 avril 1968 et arrêté ministériel du 2 janvier 1986 notamment) ;
- la vitesse des engins est limitée et ne peut excéder **30 km/h** à l'intérieur de l'installation sur les pistes en enrobé, et 15 km/h sur les pistes non protégées de la carrière ;
- le nombre d'engins empruntant la voie publique est limité ;
- l'usage du klaxon est interdit sur le site et est rappelé dans une consigne. Le bip de recul est remplacé par un signal de type « cri du lynx » ;
- les pistes sont entretenues afin d'éviter les nids de poule ;
- deux merlons paysagers (arbustes) de 1,5 m de hauteur sont édifiés au nord-ouest, à l'ouest et au sud-ouest du site autorisé, de manière à limiter la propagation du bruit lors de l'exploitation de ce secteur (phase 1b et 2). Ces merlons sont édifiés avant l'exploitation de la phase 1b.

CHAPITRE 6.4 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner l'installation et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la mise en exploitation jusqu'à la remise en état du site.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 DIRECTEUR TECHNIQUE – CONSIGNES – PRÉVENTION – FORMATION

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux ;
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

De manière générale, toute intervention d'entreprise extérieure sur le périmètre autorisé de la carrière doit être déclarée **préalablement** au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter rédige par ailleurs le **document unique et les consignes**. Il fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité et élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document unique, les consignes et les dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse **annuelle** portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations, sont tenus à la disposition de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie.

CHAPITRE 7.3 PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu en permanence à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.4 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Les éventuelles installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée **au minimum une fois par an** par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. CONSIGNES EN CAS DE POLLUTION

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose si nécessaire de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

ARTICLE 7.5.2. ATELIERS ET STOCKAGES

L'exploitant utilise les infrastructures de l'installation de traitement des matériaux située au lieu-dit « Commune Pâturage » de l'autre côté de la route départementale 45 pour l'entretien des engins : ateliers, stockage des produits susceptibles de créer une pollution... Ceux-ci sont aménagés et exploités conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7.5.3. STATIONNEMENT ET RAVITAILLEMENT DES ENGINS

I – Seuls la dragline et les engins à chenille peuvent être ravitaillés à la demande par un camion-citerne spécialement équipé, au-dessus d'une aire étanche mobile ou tout autre dispositif équivalent (par exemple couvertures absorbantes...), afin de récupérer les éventuelles écoulements produits lors du ravitaillement.

Le ravitaillement de tout autre engin est interdit sur ce site. Dans la mesure du possible, de l'huile hydraulique biodégradable est utilisée pour les engins.

II – Le stationnement de tous les engins, à l'exception de la dragline et des engins à chenilles, en dehors des périodes d'activité, s'effectue en dehors du site.

III – Les engins sont équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. La dragline est équipée d'un kit d'intervention de type « barrage flottant anti-pollution » en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures. Le personnel est formé à la manipulation de ces kits et des consignes sont données aux entreprises extérieures.

IV – Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate. Cet entretien est réalisé sur une aire prévue pour cela, dont le sol est étanche et forme rétention des fuites éventuelles.

ARTICLE 7.5.4. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit la filière déchets la plus appropriée.

Tous les déchets produits sont traités via des filières dûment autorisées.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

Les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés **au moins une fois par an**.

L'accès aux différentes zones d'extraction par les engins de secours doit être facilité, notamment par la largeur des pistes et du portail d'accès.

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.3. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir de carburant ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'installation, des services d'incendie et de secours (à prévenir « sans délai »), etc.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des protections individuelles (casques, etc.) adaptées aux risques présentés par l'installation doivent être utilisées sur le site. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

TITRE 8 - EXPLOITATION ET REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE

CHAPITRE 8.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES À L'EXPLOITATION

ARTICLE 8.1.1. INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité ;
- la référence de l'autorisation ;
- l'objet des travaux ;
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 8.1.2. BORNAGE

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous points nécessaires pour la détermination du périmètre du site autorisé et du périmètre d'exploitation.

Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

ARTICLE 8.1.3. AMÉNAGEMENTS PRÉALABLES

Avant le début de l'exploitation, des aménagements sont à prévoir afin de préparer le chantier :

- mettre en place les clôtures sur tout le périmètre autorisé (en fonction du phasage d'exploitation) et des panneaux d'interdiction de pénétrer et de signalisation du danger répartis sur cette clôture, jusqu'à ce que le réaménagement du site ait fait l'objet d'une cessation d'activité et d'un récolement par l'inspection des installations classées ;
- tenir entretenues les pistes d'accès ;
- mettre en place des signalisations aux abords de la carrière et sur les voies empruntées pour l'acheminement des matériaux depuis la carrière jusqu'à l'installation de traitement.

ARTICLE 8.1.4. AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS

Deux merlons paysagers (arbustes) de 1,5 m de hauteur sont édifiés au nord-ouest, à l'ouest et au sud-ouest du site autorisé (phases 1b et 2), servant d'écran paysager et acoustique. **Ces merlons sont édifiés avant l'exploitation de la phase 1b.** Les matériaux utilisés pour l'édification de ces merlons peuvent être des terres de découverte.

Le rideau boisé actuel est maintenu sur la parcelle B437.

Un merlon paysager (arbustes) est édifié le long de la parcelle B427 afin de limiter l'impact paysager de la carrière depuis la route départementale 45.

À l'est du site, le boisement sur la bande des 10 mètres est conservé.

À l'ouest du site, une bande de 50 mètres, entre la carrière et la route départementale 45, est conservée de façon à favoriser le développement d'espèces patrimoniales. La bande de 50 mètres conservée est impactée au plus court par le convoyeur à bandes d'expédition des matériaux vers l'installation de traitement située « Commune Pâturage ».

ARTICLE 8.1.5. SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

Des travaux visant à protéger et à surveiller la qualité des eaux souterraines pourront être effectués par le pétitionnaire sur demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.6. DÉBUT D'EXPLOITATION

L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux préliminaires mentionnés aux articles 1.5.3, 7.2, 8.1.1 à 8.1.5.

CHAPITRE 8.2 SÉCURITÉ

ARTICLE 8.2.1. ACCÈS A LA CARRIÈRE ET CIRCULATION

Un accès à la carrière est défini par l'exploitant, à l'ouest du site, par la route départementale 45.

La circulation interne figure sur un plan de circulation affiché dans l'enceinte de la carrière. La vitesse est limitée à **30 km/h** sur les pistes en enrobé et à **15 km/h** sur les pistes non protégées.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Des dispositions sont à prévoir telles que le lavage des roues des véhicules en sortie du site, le nettoyage régulier des voiries publiques à l'aide d'une balayeuse...

L'écoulement des eaux pluviales doit faire l'objet d'aménagement afin d'éviter le ruissellement sur la chaussée.

Par ailleurs, toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.

La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est régie conformément à l'article L.131-8 du code de la voirie routière.

ARTICLE 8.2.2. INTERDICTION D'ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est limité et contrôlé. En dehors des heures ouvrées, les accès sont matériellement interdits.

Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation et avant que celui-ci ait fait l'objet d'une cessation d'activité et d'un récolement par l'inspection des installations classées.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. De façon à ce qu'aucune personne étrangère à l'exploitation de la carrière ne puisse pénétrer et à éviter tout dépôt intempestif, une clôture solide et efficace est mise en place le long du périmètre autorisé. Cette clôture est complétée par l'apposition de panneaux reprenant l'interdiction de pénétrer.

Enfin, des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.

ARTICLE 8.2.3. SERVITUDES

L'exploitant est tenu de respecter les zones de protection établies autour du pylône de la ligne électrique aérienne à haute-tension (2x400 kV) qui fait l'objet d'une servitude I4.

Le pylône est présent au niveau de la parcelle B186 sur la commune d'Yville-sur-Seine.

Une distance d'au moins 5 mètres entre le pylône et les engins est respectée. Une plate-forme de 10 mètres de large est inexploitée autour du pylône.

CHAPITRE 8.3 EXPLOITATION

Les surfaces en dérangement (zones en défrichement, zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont gérées de manière à limiter l'impact paysager et sur les milieux tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

L'exploitation du site du Sablon s'opère en plusieurs étapes :

- défrichement des secteurs boisés ;
- décapage des terres de recouvrement ;
- extraction du gisement hors d'eau (la partie supérieure à sec) ;
- extraction du gisement en eau.

Le remblaiement et le réaménagement interviennent de façon coordonnée après extraction complète du gisement sur chaque phase.

ARTICLE 8.3.1. FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

Article 8.3.1.1. Horaires de fonctionnement

L'exploitation de la carrière s'effectue de 6 H à 18 H du lundi au vendredi. Aucune activité n'est autorisée le week-end et les jours fériés, sauf demande préalable motivée par un cas de force majeure.

Article 8.3.1.2. Distances limites

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de **dix mètres des limites** du périmètre d'autorisation. Cette distance est portée à 50 mètres sur le côté ouest du site autorisé (le long de la route départementale 45).

Cette bande des dix mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

Néanmoins, il peut être procédé à l'exploitation de la bande des 10 mètres située au nord du site à proximité immédiate d'une autre exploitation de carrière (parcelle C270 sur la commune d'Anneville-Ambourville notamment) si cette dernière obtient également l'autorisation d'exploiter cette bande des 10 mètres sur son propre périmètre avec harmonisation des deux exploitations. Un porter à connaissance pour accord préalable de l'inspection des installations classées est nécessaire pour autoriser l'exploitation de cette bande.

ARTICLE 8.3.2. PHASE DE DÉFRICHEMENT

Le défrichement concerne une superficie de 11 ha 36 a 40 ca répartie de la façon suivante :

Commune	Lieu-dit	Section et N°	Superficie cadastrale (ha)	Superficie à défricher (ha)	Phase d'exploitation correspondante
Yville-sur-Seine	Les Sablons	B 136	0,4384	0,05	2
Yville-sur-Seine	Les Sablons	B 432	2,7559	0,0500	
Sous-total 1^{ère} période de défrichement (avant exploitation phase 2)				0,1000	
Yville-sur-Seine	Les Sablons	B 191	7,3	1,7890	3
Anneville-Ambourville	Les Sablons	C 270	1,71	1,3250	
Sous-total 2^{ème} période de défrichement (avant exploitation phase 3)				3,1140	
Yville-sur-Seine	Les Sablons	B 175	6,3549	5,6200	5 (5a et 5b)
Yville-sur-Seine	Les Sablons	B 176	1,9118	0,6300	
Yville-sur-Seine	Les Sablons	B 177	3,14	1,7100	
Yville-sur-Seine	Les Sablons	B 178	0,3550	0,1900	
Sous-total 3^{ème} période de défrichement (avant exploitation phase 5)				8,1500	
Total				11,3640	-

Le plan présenté en annexe 2 indique les zones prévues d'être défrichées.

Le défrichement est réalisé conformément à l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2011 autorisant le défrichement au titre du code forestier.

En particulier, le défrichement est réalisé en coordination avec l'exploitation de façon à ce que son impact soit le plus limité possible, d'un point de vue paysager notamment. **Les parcelles correspondant à l'exploitation de la phase n ne peuvent être défrichées qu'au moment de l'exploitation de la phase n-1.**

Des graines des espèces protégées sont conservées dans le cadre de la remise en état du reboisement ultérieur des terrains.

ARTICLE 8.3.3. PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Compte tenu de la sensibilité archéologique du site, des opérations d'archéologie préventive sont à entreprendre (a minima diagnostic, suivi éventuel de fouilles) conformément au code du patrimoine (livre V – Titre I^{er} et Titre II) et aux arrêtés préfectoraux des 4 janvier 2013 (AD-2013-01) et 18 février 2013 (AD-2013-15). Pour cela, l'exploitant se rapprochera, dès notification du présent arrêté, du service régional de l'archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) afin de déterminer la méthodologie à suivre.

Conformément à l'article R.512-29 du code de l'environnement, dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le Préfet de région en application du livre V du code du patrimoine, l'exploitation de la carrière est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Conformément à l'article R.512-35 du code de l'environnement, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du livre V du code du patrimoine.

Si des vestiges sont mis à jour lors de l'exploitation, l'exploitant mettra en œuvre les mesures compensatoires pour préserver ces vestiges et informera le service régional de l'archéologie de la DRAC.

Si des difficultés surviennent, elles doivent être portées à la connaissance du Préfet de la Seine-Maritime. Elles pourront conduire, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, à une modification du programme d'exploitation et de réaménagement (voir article 1.6.1).

ARTICLE 8.3.4. PHASE DE DÉCOUVERTE

Les travaux de découverte sont réalisés de façon coordonnée à l'avancement de l'extraction. (campagnes ou phases successives au fur-et-à-mesure de l'avancement des phasages de l'exploitation). En particulier, la phase 5 ne peut pas être découverte si les phases 1a et 1b – soit le casier A – ne sont pas partiellement ou totalement réaménagées.

Afin de limiter l'impact de l'exploitation sur l'Engoulevent d'Europe, les travaux de découverte sont réalisés durant la période d'octobre à avril.

Le décapage de la couche de terre végétale s'effectue à l'aide d'une pelle mécanique, d'un chargeur et/ou d'un bulldozer et d'un tracteur-benne sur une épaisseur moyenne de 15 cm.

Sur les parties tourbeuses, la terre de découverte (humus constitué de la partie superficielle du sol) qui contient les débris végétaux, les banques de milieux (graines, rhizomes, oignons, ...) et la plupart des racines (sol noir) sur une épaisseur d'une dizaine de centimètres, est stockée en couche fine (maximum 50 centimètres) ou régalée sur des terrains à remettre en état immédiatement afin que ces éléments restent vivants et actifs. Si cette terre de découverte contient une banque de graines, elle doit être manipulée hors période de végétation et immédiatement installée pour pouvoir s'exprimer sans interruption (transplantation du milieu).

Sur les parties non tourbeuses, la terre de découverte peut être stockée en merlons de 2 m de haut.

Le volume total de terre à décaper est estimé à près de 32 000 m³ dont 5 300 m³ sont issus de l'exploitation des phases 1a et 2 et stockés sur la parcelle B191 en bordure de la piste.

Une partie des terres de recouvrement est utilisée pour confectionner le merlon périphérique en bordure des phases 1b et 2, sur la bande de 50 m à l'ouest du site.

Le reste est stocké de manière provisoire en périphérie de chaque phase exploitée, jusqu'à la remise en état. Ce stockage ne doit pas présenter de risque d'effondrement d'une verse, et ne doit pas être source de nuisances. L'exploitant propose des solutions le cas échéant afin de les limiter (limitation de la hauteur des tas notamment).

L'apport de terres provenant de l'extérieur est interdit ; seules les terres de découvertes issues de l'exploitation peuvent être stockées temporairement sur le site.

ARTICLE 8.3.5. PHASE D'EXTRACTION

Article 8.3.5.1. Méthode d'extraction

L'extraction du gisement se fait à ciel ouvert hors d'eau puis sous eau (dans la nappe) ou uniquement hors d'eau suivant les phases :

Extraction hors d'eau puis sous eau	Extraction hors d'eau uniquement
Phases 1a, 1b, 2, 3 et 4 en totalité Phase 5 pour ses 2/3 Phase 6	Phase 5, partie Est, compte tenu de la faible profondeur de la nappe

Le mode d'extraction s'effectue selon les conditions suivantes :

- gisement hors d'eau : au moyen d'une pelle mécanique à long bras et d'un chargeur. Les engins accèdent au fond de fouille par des rampes spécialement aménagées et de faible pente (10 % maximum).
- gisement en eau : au moyen d'une dragline et/ou engin flottant adapté, d'une pelle et d'un chargeur.

L'extraction se fait sur 2 fronts de taille de hauteur différente :

- 6 mètres maximum lors de l'exploitation hors d'eau ;
- 11 m maximum lors de l'exploitation sous eau.

Article 8.3.5.2. Phasage d'exploitation

L'extraction ne pourra débuter qu'après défrichement (si parcelle concernée), découverte et diagnostic archéologique réalisés.

L'extraction est réalisée en **6 phases** (de 2 à 5 ans chacune) conformément au plan de phasage annexé aux présentes prescriptions (voir annexe 3).

Phases	Superficie exploitable (m ²)	Perte de gisement (m ³)			Volume exploitable (m ³)
		Au niveau du front de taille	Stériles (niveaux argileux)	Volume de déchets (papetiers)	
Phase 1a	5 700	5 600	-	-	-
Phase 1b	32 000	30 000	50 000	-	-
Phase 2	29 800	10 000	50 000	-	-
Phase 3	54 800	20 000	50 000	-	431 575
Phase 4	115 000	120 000	35 000	150 000	1 200 000
Phase 5a	91 500	60 000	-	-	1 486 350
Phase 5b					
Phase 6	9 250	-	-	-	400 000
Total	338 050	245 600	185 000	-	3 517 925

Les phases 2 et 3 sont en cours de remblaiement au jour de la signature des présentes prescriptions.

L'extraction est coordonnée avec le réaménagement des terrains comme indiqué au chapitre 8.4 des présentes prescriptions.

ARTICLE 8.3.6. TRAITEMENT ET ÉVACUATION DES MATÉRIAUX

Afin de réduire les traversées de poids lourds sur la route départementale 45, un convoyeur à bande est mis en place et opérationnel pour le transport des matériaux extraits sous eau depuis le site des Sablons jusqu'aux installations de la carrière de « La Commune Pâturée ». Ce convoyeur passe sous la route départementale 45 (tunnel) au même endroit que les conduites de transport des sédiments de dragage autorisés de la Seine utilisés pour le remblaiement. Le débit du convoyeur est de 2 400 tonnes par jour (à raison de 300 t/h sur 8 heures). L'aménagement du tunnel sous la route départementale 45 est fait en concertation et sous le contrôle des services de la Direction des Routes du Conseil Départemental et avec les services techniques de la mairie d'Yville-sur-Seine. La bande de 50 mètres à l'ouest du site demeure préservée.

Les matériaux extraits du site des Sablons sont :

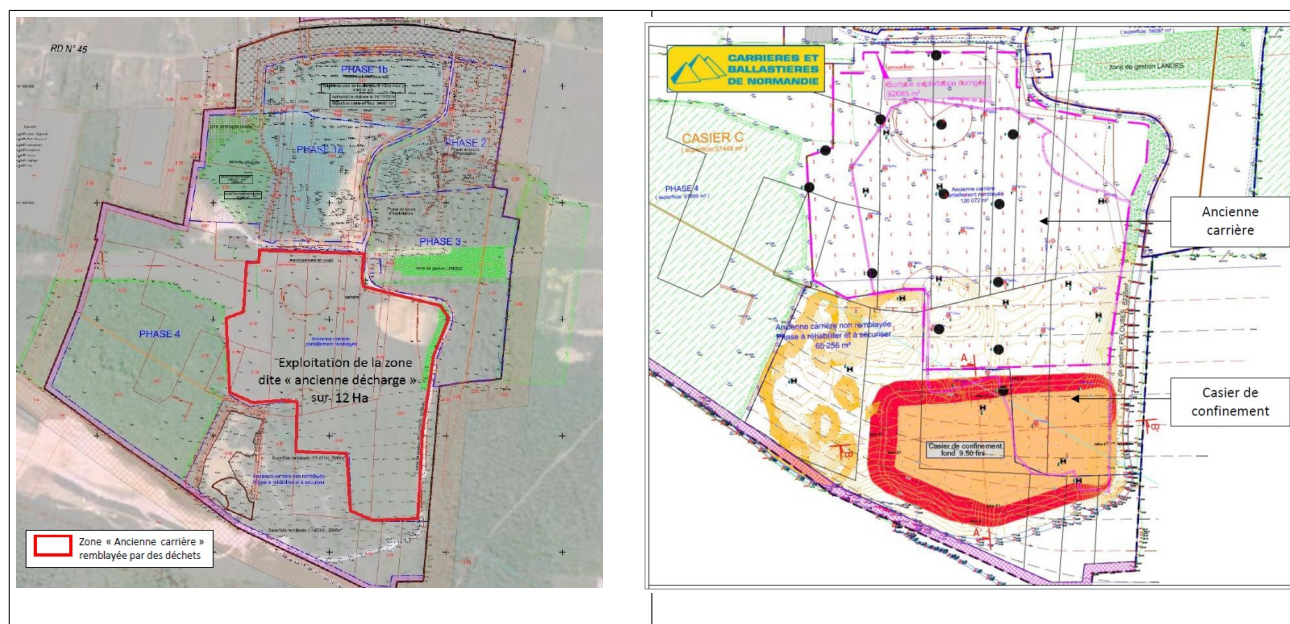
- soit utilisés comme matériaux de reconstitution dans l'installation de traitement pour améliorer les caractéristiques des matériaux élaborés (site « Commune Pâturée ») ;
- soit commercialisés directement après un traitement sommaire sur place au moyen d'une cribreuse mobile (pré-criblage pour produire du tout-venant naturel). La puissance de cette cribreuse est de 74 kW.

Le transport des matériaux à destination des clients se fait par voie routière et par voie fluviale, au moyen de barges chargées au niveau d'un poste de chargement existant en bordure de Seine. Quand il le peut, l'exploitant privilégie les expéditions par voie fluviale. Un relevé est réalisé tous les ans et est comparé chaque année. Le ratio expédition voie routière/voie fluviale est présenté à chaque Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS) (cf. chapitre 2.8 des présentes prescriptions).

ARTICLE 8.3.7. AMÉNAGEMENT DU CASIER DE CONFINEMENT DES DÉCHETS PAPETIERS DE L'ANCIENNE CARRIÈRE

En vue de l'exploitation du gisement situé sous les déchets de l'ancienne carrière, l'exploitant prévoit de déblayer ces déchets (étendus sur près de 12 ha) pour les confiner définitivement sur une surface plus restreinte de 4 ha au sein même du périmètre autorisé au sud-est du site, au droit de l'ancienne zone d'exploitation de matériaux.

Le volume de déchets à déplacer est estimé à 150 000 m³.



Pour pallier tout risque de contamination des eaux, les déchets papetiers in situ de l'ancienne carrière (phase 4) sont confinés dans un casier étanche en les encapsulant dans de l'argile :

- 1°) sous les déchets : en fond de fouille pour éviter tout écoulement depuis ces déchets,
- 2°) en recouvrement : pour éviter l'infiltration des eaux météoriques au sein des déchets,
- 3°) latéralement : pour éviter tout épanchement et toute infiltration.

Une couche de sablon limoneux est mise en place en recouvrement final pour favoriser l'intégration écologique (milieu silicicole) et paysagère.

L'argile est disposée en fond de fouille au-dessus de la cote +8 m NGF, sur une épaisseur d'environ 1 m

Les déchets dans le casier de confinement sont au plus bas à la cote +9 m NGF.

La cote maximale du casier de confinement est de +20 m NGF.

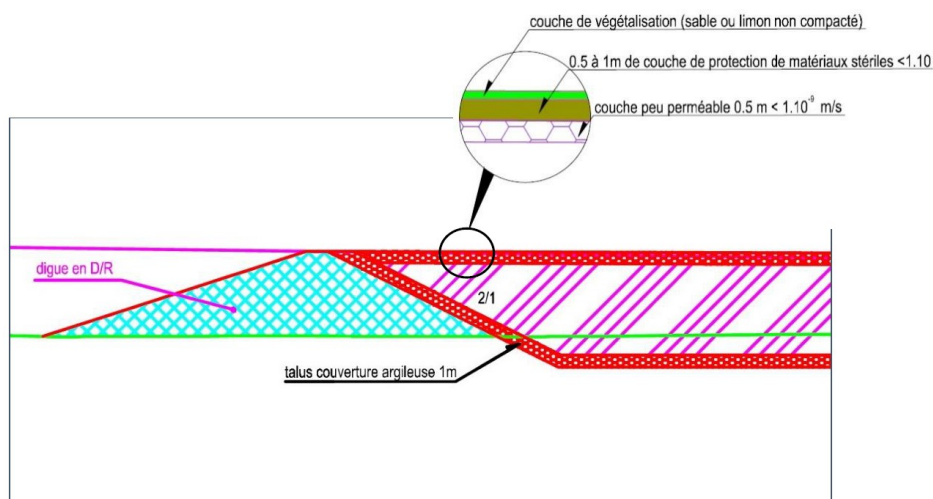
Article 8.3.7.1. Terrassement des digues et préparation du fond de forme

Un terrassement en déblai est effectué à la cote +9,5 m NGF. Les digues périphériques sont créées par apport de remblai au niveau de la future zone de stockage.

La stabilité des digues sera vérifiée après remblaiement et mise en place de la couverture finale, et ce jusqu'à la reconstitution du profil initial de toute la zone par le remblaiement extérieur au casier par des stériles de carrière.

Article 8.3.7.2. Étanchéité du casier

La barrière de sécurité passive (BSP) équivalente sera constituée par une couche de 1 mètre de matériaux compactés de perméabilité inférieure à 1.10⁻⁹ m/s. La couche de 1 m d'argile est remontée (redan) sur 2 m de hauteur sur les flancs (cf figure ci-dessous).



La couche de 1 m de matériau de perméabilité inférieure 1.10^{-9} m/s sera constituée par les sables limoneux et argileux qui auront été découverts pour la constitution du casier.

Des contrôles de compacité (densité et teneur en eau) et de perméabilité sont effectués pour s'assurer de l'homogénéité de la mise en place.

Si nécessaire, un géo-synthétique bentonitique est mis en place sur les flancs intérieurs des digues afin d'assurer une étanchéité latérale satisfaisante. Le géo-synthétique bentonitique sera ancré en tête de digue dans une tranchée d'ancrage (avec fer d'ancrage). En fond d'alvéole, le géo-synthétique bentonitique sera positionné entre le flanc de la digue et le redan de 2 m de haut de la couche argileuse peu perméable (BSP) reconstituée afin d'assurer un isolement hydraulique.

Article 8.3.7.3. Gestion des effluents liquides

Un niveau drainant est mis en place :

- soit en matériaux concassés ou non ayant une perméabilité supérieure à 1.10^{-04} m/s sur 0,3 m d'épaisseur environ. Un géotextile anticontaminant de sous face et un géotextile anticontaminant de surface devront être mis en place pour éviter le colmatage des cailloux par les déchets.
- soit en géocomposite drainant de type « drains-tubes » assurant la même perméabilité en grand.

Le point bas sera aménagé avec un regard vertical pour le pompage des effluents liquides.

Lorsque les effluents générés lors du stockage auront été pompés, le système de pompage pourra être interrompu et le regard sécurisé. Il pourra être utilement maintenu en place afin de servir de point de contrôle de l'absence de retour de liquides en fond d'alvéole.

Article 8.3.7.4. Transfert des matériaux

Les engins accèderont à l'intérieur du casier étanché par l'intermédiaire d'une rampe d'accès. Aucun engin ne circulera directement sur le fond de l'alvéole. Une première couche de matériaux d'au moins 1 m d'épaisseur sera mise en œuvre par poussage de façon à constituer une zone de roulement des engins au droit de la zone de dépotage et de mise en place.

Les matériaux seront mis en œuvre dans l'alvéole par couche successive de 30 à 50 cm d'épaisseur maximum et compactées à 95 % de l'optimum Proctor.

Les déchets seront mis en œuvre selon une première phase jusqu'à retrouver le terrain naturel en périphérie du casier de stockage.

Une digue de rehausse sera ensuite mise en œuvre avec des matériaux inertes (matériaux de déblais issus de la préparation du casier ou matériaux d'apport).

La seconde phase de remplissage par les déchets pourra ensuite avoir lieu.

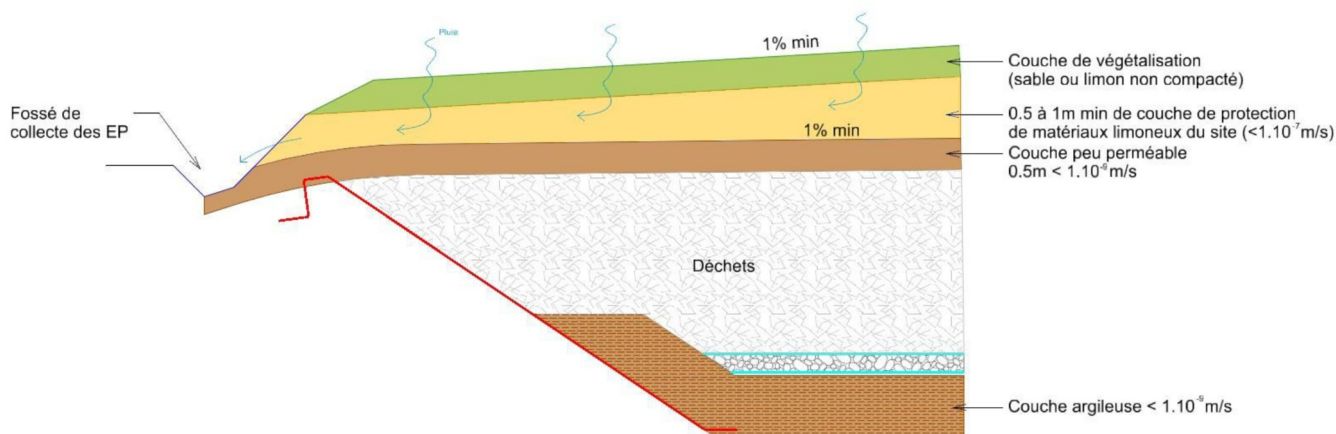
Article 8.3.7.5. Couverture du casier

Le modelé final présente un dôme, d'une altitude maximale de +20 m NGF avant tassement.

La pente minimale du modelé final est comprise entre 2 et 8 %, avec en aval un maximum à 9%. Cette pente permet, après tassement des déchets (estimé de l'ordre de 2 à 3 %), de garantir une pente minimale évitant ainsi la formation de points bas.

La couverture du casier prévue est une structure multicouche de matériaux du site reconstitués de la façon suivante, de bas en haut (cf. figure ci-dessous) :

- une couche de 0,5 m de matériaux ayant une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-09} m/s (idem fond de casier). Cette couche devra avoir une pente minimale de 1 % (après tassement des déchets) ;
- une couche de 0.5 à 1 m minimum de matériaux limoneux compactés (matériaux du site). La perméabilité après mise en place sera inférieure à 1.10^{-07} m/s de façon à éviter tout recouvrement sablonneux qui laisserait infiltrer une trop grande quantité d'eau de pluie. Cette couche devra avoir une pente minimale de 1 % ;
- une couche de végétalisation de quelques centimètres pour la première prise de la végétation du réaménagement ;
- un fossé d'évacuation des eaux pluviales. Ce fossé devra être aménagé en dehors des limites du casier, et intercepter la partie supérieure du niveau très peu perméable de la couverture qui sera prolongée au-delà des limites du casier. De cette façon, les eaux de ruissellement ne pourront pas stagner sur la couche peu perméable et ne pourront pas s'infiltrer en bordure du casier. Ce fossé d'évacuation des eaux pluviales est collecté à un exutoire avant infiltration dans le milieu naturel.



ARTICLE 8.3.8. INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX

L'installation de traitement des matériaux est située au lieu dit « commune pâture », sur une partie de la parcelle A180. Elle est exploitée dans le respect de l'arrêté ministériel du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515.

Les arbres existant en bordure est de l'installation sont maintenus pendant la durée de fonctionnement de l'installation.

CHAPITRE 8.4 REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE

ARTICLE 8.4.1. PLANS

L'exploitant est tenu de réaménager le site affecté par son activité, conformément aux plans de réaménagement annexés aux présentes prescriptions (voir annexes 4 et 5 des présentes prescriptions).

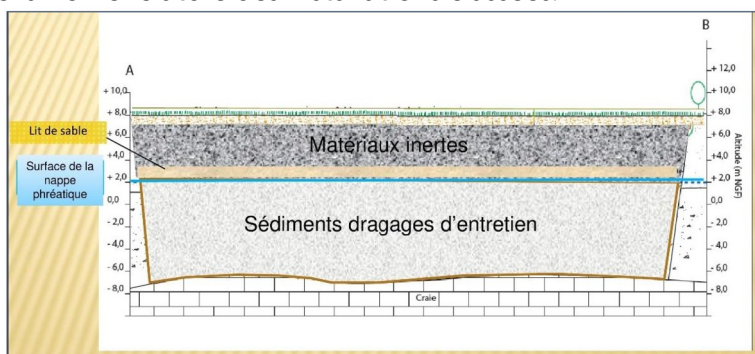
ARTICLE 8.4.2. PRÉSENTATION DE LA REMISE EN ÉTAT

La remise en état du site se fait en plusieurs temps : remblaiement des excavations et réaménagement (revégétalisation) des terrains, démontage de l'installation de traitement et démontage de la bande transporteuse d'amenée des matériaux de remblayage et de l'apponnement associé.

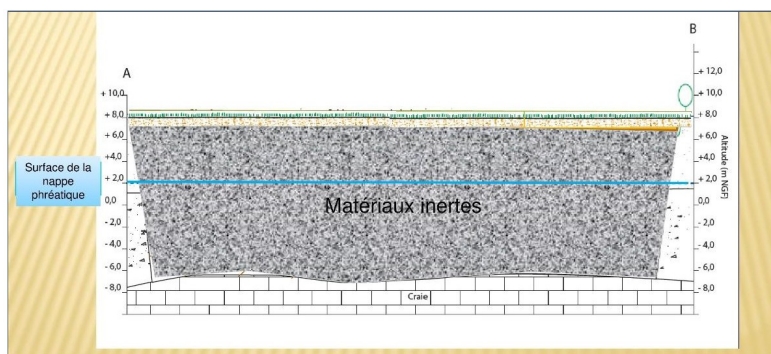
Article 8.4.2.1. Remblaiement des excavations

Le remblaiement du casier A est effectué en utilisant, de bas en haut :

- des sédiments de dragage autorisés de la Seine pour le remblai de la partie sous eau ;
- un lit de sable d'une vingtaine de centimètres pourra être mis en place afin de garantir la portance pour la mise en place des déchets inertes ;
- des déchets inertes issus de chantiers en provenance des entreprises du BTP (remblai de la partie hors d'eau) répondant aux critères de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2517 de la nomenclature des installations classées.



Le remblaiement des casiers B, C et D est effectué en utilisant des déchets inertes issus de chantiers en provenance des entreprises du BTP répondant aux critères de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2517 de la nomenclature des installations classées. En cas d'absence d'apport du GPMR, l'ensemble du casier A sera remblayé selon les mêmes modalités que les casiers B, C et D.



Le volume annuel moyen des matériaux de remblaiement est évalué à 210 000 m³, décomposés en :

- Pour le casier A :
 - 150 000 m³ de sédiments de dragage autorisés de la Seine (sables fins et vases extraits dans la zone « Estuaire Amont » - de Rouen à Vieux Port) ou des sédiments issus de l'arasement des points hauts du chenal de navigation d'un tronçon compris entre Vieux-Port et Rouen,
 - 60 000 m³ de matériaux inertes issus de chantiers en provenance des entreprises du BTP, ou 210 000 m³ de matériaux inertes issus de chantiers en provenance des entreprises du BTP en cas d'absence d'apport du GPMR.
- Pour les casiers B, C et D :
 - 210 000 m³ de matériaux inertes issus de chantiers en provenance des entreprises du BTP.

Article 8.4.2.2. Remblaiement du plan d'eau au sud de la rue Christine

Le plan d'eau situé au sud de la rue Christine est remblayé par les fines de décantation provenant des matériaux de lavage ou par des matériaux inertes respectant les valeurs limites indiquées au paragraphe 8.4.5.2.3 du présent arrêté (matériaux dits « K3 », les matériaux dits « K3+ » sont interdits).

Les matériaux utilisés sont choisis pour conférer au terrain une portance suffisante pour permettre le roulage de véhicules ou la mise en place d'installations techniques.

Article 8.4.2.3. Réaménagement (revégétalisation) des terrains

Une fois la cote de remblaiement définie sur la zone atteinte, et le profil recréé, le réaménagement des terrains est effectué en utilisant, de bas en haut :

- une couche de matériaux sableux d'épaisseur 40 cm minimum (40, 60 ou 80 cm selon les endroits) propices à la reconstitution des pelouses silicoles ;
 - le recouvrement par endroit par les terres de découverte (stériles et terre végétale décapés préalablement puis stockés sur le site comprenant notamment la banque de graines des secteurs exploités) pour rétablir les zones boisées.
- 6 ha minimum**, à l'est du site, sont exclus de l'apport de terre végétale afin de créer des pelouses silicoles ;
- la revégétalisation du site de façon à recréer une continuité écologique avec les terrains voisins.

Une diversité de micros milieux seront créés et se développeront.

La reconstitution du sol d'origine par les mêmes matériaux géologiquement « acides » remplit les conditions pour permettre le développement d'espèces pionnières et la formation de pelouses silicoles devenues rares dans la région.

Article 8.4.2.4. Démontage des installations de surface

Le réaménagement final du site comprend le nettoyage du site et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après le réaménagement.

ARTICLE 8.4.3. PLAN DE PHASAGE ET MODALITÉ DU RÉAMÉNAGEMENT

Le phasage d'exploitation et de réaménagement du site, pour la partie restant à exploiter, est réalisé selon le principe suivant :

Années	Phases								Période quinquennale
	1A	1B	2	3	4	5A	5B	6	
2023	F	A	R	E	E	N	N	S	3
2024	F	F	R	R	E	E	N	S	
2025	F	F	A	R	E	E	N	S	
2026	F	F	F	R	R	E	N	S	
2027	F	F	F	A	R	E	N	S	
2028	F	F	F	F	R	R	E	S	4
2029	F	F	F	F	R	R	E	S	
2030	F	F	F	F	R	R	E	S	
2031	F	F	F	F	A	R	E	S	
2032	F	F	F	F	F	R	R	E	
2033	F	F	F	F	F	A	R	E	5
2034	F	F	F	F	F	F	R	A	
2035	F	F	F	F	F	F	R	A	
2036	F	F	F	F	F	F	A	F	
2037	F	F	F	F	F	F	F	F	
	Légende								
	S	Exploité en partie et laissée en attente (correspond à la phase 6)							
	N	Phase encore non exploitée							
	E	Phase en cours d'exploitation							
	R	Phase en cours de remblaiement							
	A	Phase en cours de réaménagement							
	F	Phase remise en état							

Le réaménagement est coordonné à la progression de l'extraction et les zones réaménagées sont régulièrement et convenablement entretenues.

Afin de ne pas gêner l'extraction, l'exploitation à l'est de la route départementale 45 est divisée en 4 casiers de remblaiement correspondant aux phases d'extraction suivantes (cf. plan annexé) :

Casier de remblaiement	Phases d'extraction correspondantes
A	Phases 1a et 1b
B	Phases 2 et 3
C	Phase 4
D	Phase 5a et 5b

ARTICLE 8.4.4. TOPOGRAPHIE DES TERRAINS REMIS EN ÉTAT

Le remblaiement est réalisé de telle sorte que soit atteinte la cote du terrain naturel (TN) à l'ouest en bordure avec la route départementale, à l'est en bordure avec le chemin communal mais également en partie centrale autour du pylône électrique et du bâtiment agricole ainsi que sa piste d'accès.

A l'ouest, le remblaiement est réalisé jusqu'à la cote initiale pour les phases suivantes :

- la cote de la route départementale pour les phases 1b et 2, c'est-à-dire +5 m NGF ;
- la cote du bâtiment agricole et sa piste d'accès (soit +9 à +10 m NGF environ) pour la phase 1a, à l'exception de la mare aménagée à proximité du carrefour des pistes dans le cadre des mesures compensatoires (voir point 8.4.8.1 des présentes prescriptions) ;
- la cote du pylône électrique (+9 m NGF) pour la partie sud de la phase 3 ; la partie Nord rattrapant la cote du terrain limitrophe (+14 m NGF) ;
- A l'est, le remblaiement atteint le terrain naturel, c'est-à-dire la cote du chemin communal qui longe la limite est du site (entre +14 au nord-est à +21 m NGF au sud-est).

Le profil topographique ouest-est du site après réaménagement est (cf. coupe topographique de la carrière après réaménagement en annexe 5 des présentes prescriptions) :

- une pente douce allant de la cote de la route départementale (+5 m N.G.F.) à la cote du bâtiment agricole (+10 m N.G.F. Environ) ;
- puis une rupture de pente sera créée pour faire une falaise devant favoriser la nidification de l'Hirondelle de rivage ;
- au pied de la falaise sera créée une dépression humide avec une mare temporaire (cote du fond de la mare : +9 m N.G.F.) ;
- une pente douce montant jusqu'à +15 m N.G.F. en haut du casier de confinement des déchets ;
- à l'est du casier de confinement des déchets, le terrain n'a pas été exploité et monte vers la limite est de la carrière à l'altitude moyenne actuelle +15 m N.G.F.

ARTICLE 8.4.5. REMBLAIEMENT À L'AIDE DE SÉDIMENTS DE DRAGAGE AUTORISÉS DE LA SEINE

Peuvent être utilisés pour le remblaiement sous eau du casier A de la carrière :

- des sédiments de dragage d'entretien non dangereux de la Seine issus de la zone « Estuaire Amont » (de Vieux Port à Rouen),
- des sédiments issus de l'arasement des points hauts du chenal de navigation d'un tronçon compris entre Vieux-Port et Rouen.

L'exploitant est en mesure de déterminer à tout moment l'origine des sédiments enfouis.

Le remblaiement à l'aide des sédiments issus du dragage de l'entretien de la Seine est réalisé conformément aux dispositions indiquées dans le rapport de la tierce-expertise de novembre 2012.

Article 8.4.5.1. Transport et déchargement des sédiments de dragage autorisés de la Seine

Le remblaiement de la carrière par les sédiments de dragage autorisés de la Seine est réalisé par casiers, notés A, B et C, représentés en annexe des présentes prescriptions. Il peut se faire en concomitance avec celui de la carrière voisine située au lieu-dit « Commune Pâturage ».

Le transport des sédiments se fait hydrauliquement au moyen d'une conduite métallique pour se déposer naturellement par gravité dans la ballastière. Le plan d'eau est mis en dépression, par pompage, afin d'inverser les gradients hydrauliques et limiter ainsi tout risque de transfert vers la nappe. Ces eaux sont évacuées vers la Seine à travers une conduite.

Ces dispositifs passent sous la route départementale 45 dont l'aménagement est réalisé en concertation et sous le contrôle des services du Conseil Départemental de la Seine-Maritime, et sans interruption de la circulation.

Le point d'apportement en Seine des barges chargées d'amener les sédiments de dragage, de même que le point de rejet des eaux de refoulement dans la Seine, sont situés à environ 2 km à l'ouest du site des Sablons.

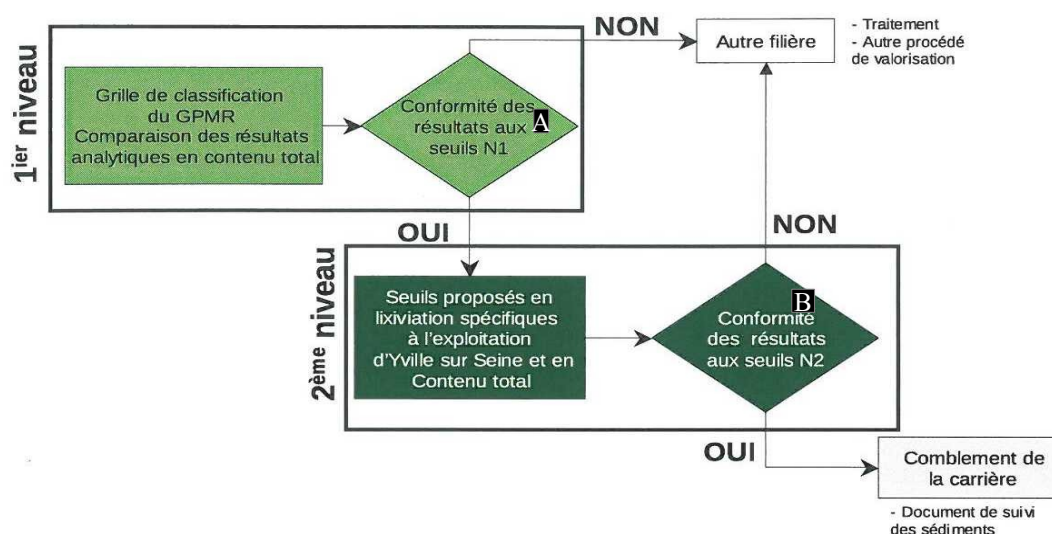
Le débit de déchargement est mesuré et consigné par l'exploitant.

Article 8.4.5.2. Protocole d'acceptabilité des sédiments de dragage autorisés de la Seine en provenance du GPMR

Un protocole d'acceptabilité des sédiments de dragage autorisés de la Seine en provenance du GPMR est mis en place. L'acceptabilité est possible si les sédiments sont non dangereux et répondent aux 2 niveaux de qualité définis selon le logigramme présenté ci-après :

- 1^{er} niveau : analyses en contenu total (caractérisation des sédiments suivant le plan de dragage du GPMR) ;
- 2^e niveau : essais de lixiviation et analyses en contenu total selon les annexes de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes.

Si ces 2 niveaux de qualité ne sont pas respectés par les sédiments de dragage, ceux-ci ne peuvent pas servir à remblayer la carrière CBN. Ils doivent être éliminés via d'autres filières agréées.



Les seuils A correspondent aux seuils définis dans le plan de dragage du GPMR et indiqués au point 8.4.5.2.1 des présentes prescriptions.

Les seuils B correspondent aux seuils des essais de lixiviation et analyses en contenu total indiqués au point 8.4.5.2.2 des présentes prescriptions.

Ces analyses sont réalisées à chaque campagne de dragage d'entretien de la Seine, soit environ **2 fois par an**. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés lors de chaque CLCS. Ils doivent indiquer les éléments suivants :

- méthode d'échantillonnage utilisée pour l'obtention des échantillons destinés au laboratoire (plan de dragage du GPMR notamment) ;
- la date des essais et les références des échantillons analysés ;
- les normes en vigueur et/ou protocoles appliqués ;
- les coordonnées des laboratoires ayant réalisé les essais et analyses.

8.4.5.2.1 *Caractérisation de niveau 1*

Le seuil A (1er niveau de qualité) est respecté si et seulement si les paramètres recherchés respectent les valeurs suivantes :

	PCB	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP)		Éléments Trace Métallique (composés inorganiques)
	7 congénères *	Série de Borneff**	Benzo(a)pyrène	
Teneur maximale (en µg/kg de matière sèche)	200	10 000	5 000	Somation des catégories par éléments <24 et aucun composé en métaux ne dépasse la catégorie 5 Voir tableau ci-après

* Les 7 congénères analysés sont PCB 28, 35, 52, 101, 138, 153 et 180.

** Les HAP correspondant à la série de Borneff sont l'ensemble des fluoranthène, benzo-3,4-fluoranthènes, benzo-1,12-fluoranthène, benzo-3,4-pyrène (= benzo(a)pyrène), benzo-1,12-pérylène et indéno-pyrène.

Catégories	Teneurs (en mg/kg de matière sèche)							
	Arsenic	Cadmium	Chrome	Cuivre	Mercuré	Plomb	Nickel	Zinc
1	<10	< 0,8	<50	<35	<0,3	<50	<25	<100
2	10-20	0,8-2,4	50-150	35-100	0,3-1	50-100	25-50	100-250
3	20-30	2,4/6	150-250	100-200	1-2	100-250	50-100	250-750
4	30-50	6-12	250-500	200-300	2-4	250-500	100-200	750-1500
5	50-100	12-20	500-1000	300-500	4-10	500-1000	200-500	1500-3000

Dans le cas où la valeur serait égale à une borne, prendre la catégorie la plus pénalisante

8.4.5.2.2 *Caractérisation de niveau 2*

Le niveau 2 de caractérisation est respecté si et seulement si les résultats des tests de lixiviation et d'analyses en contenu total sont inférieurs ou égaux aux valeurs indiquées dans les tableaux ci-après.

Paramètres et valeurs limites à respecter en **contenu total** :

Paramètres	Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)
COT (Carbone Organique Total)	60 000 et 1500 mg/kg sur éluat
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène, xykènes)	6
PCB (polychlorobiphényles, 7 congénères)	1
Hydrocarbures totaux (C10 à C40)	500 pour les fractions C10-C20 1000 pour l'ensemble C10-C40
Hydrocarbures Aromatiques Polycyclique (16 molécules HAP)	50

Paramètres et valeurs limites à respecter lors du test de lixiviation (NF EN 12457-2) :

Paramètres à vérifier lors de l'essai de lixiviation	Valeurs limites à respecter par l'ensemble des échantillons du GPMR analysés (mg/kg sédiment sec)
As	1,5
Ba	60
Cd	0,12
Cr total	1,5
Cu	6
Hg	0,03
Mo	1,5
Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	0,18
Se	0,3
Zn	12
Chlorures	2400
Fluorures	30
Sulfates	3000
Indice phénols	3
COT sur éluat	1500
Fraction soluble	12000

8.4.5.2.3 Vérification de la possibilité d'acceptation des sédiments sur la carrière

Lors de chaque campagne de dragage d'entretien de la Seine pour laquelle les sédiments sont destinés à être déposés dans la carrière à réaménager, l'exploitant est en mesure de connaître :

- la qualité des sédiments en ce qui concerne les paramètres analysés en lixiviation selon le tableau repris à l'article précédent 8.4.5.2.2 ;
- le volume et la densité (ou tonnage) des sédiments par zone de dragage, qui respectent les valeurs limites des 2 niveaux de vérification.

Ces éléments permettent à l'exploitant de s'assurer que la concentration moyenne par casier de remblaiement définie dans le tableau ci-après est respectée.

Paramètres à vérifier lors de l'essai de lixiviation	Valeurs limites à respecter par la concentration moyenne par casier de remblaiement (mg/kg de sédiment sec)
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorures	800
Fluorures	10
Sulfates	1000
Indice phénols	1
COT sur éluat	1500
Fraction soluble	4000

8.4.5.2.4 Certificat de qualité

Une fois les étapes 8.4.5.2.1 à 3 vérifiées, l'exploitant est en possession d'un certificat de qualité émis par le producteur des sédiments analysés, respectant les niveaux 1 et 2 d'acceptation.

Article 8.4.5.3. Plan d'assurance qualité

Avant tout remblai à l'aide de sédiments dragage d'entretien de la Seine, l'exploitant rédige un plan d'assurance qualité qui permet :

- la traçabilité des sédiments valorisés, de leur zone de dragage à la mise en remblaiement ;
- le contrôle de la qualité environnementale des sédiments avant leur valorisation comme matériau de remblaiement ;
- le suivi de la qualité environnementale des sédiments après mise en remblaiement dans les casiers de la carrière ;
- le suivi du volume de sédiments mis en remblaiement ;
- le suivi de la qualité de l'eau souterraine, au droit du site du Sablon.

L'exploitant tient à jour un registre, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne les informations et données listées par le tableau ci-après. Ce registre permet notamment de vérifier le bon déroulement des procédures du plan d'assurance qualité :

Opérations de contrôles internes	Périodicité
Condition d'admission des sédiments en comblement de la carrière <ul style="list-style-type: none"> localisation des prélèvements in situ (avant dragage + cf. plan d'échantillonnage du GPMR) ; vérification par CBN du « certificat » de qualité des sédiments issus des zones de dragage du GPMR pour tous les prélèvements : respect des seuils N1 et N2 <u>pour 100 % des échantillons</u>. 	<p>Pour chaque zone de dragage, avant refoulement des sédiments en remblaiement de la carrière</p>
Disposition supplémentaire du contrôle de la qualité des sédiments <ul style="list-style-type: none"> vérification par CBN du respect du seuil N2 en <u>concentration moyenne par casier</u>. L'opération est réalisée en tenant compte du volume de sédiments fourni par le GPMR ainsi que des concentrations, de la qualité environnementale, des sédiments. 	<p>Après chaque campagne de dragage (soit 2 fois par an), après mise en remblaiement et pour chaque zone de dragage</p>
Contrôle du comblement <ul style="list-style-type: none"> relevé bathymétrique ou nivellement mesures de tassement 	<p>Annuellement, après les 2 campagnes de refoulement des sédiments en remblaiement. En phase de remblaiement du casier par des déchets inertes (zone non-saturée) si des tassements différentiels perturbant les opérations de comblement sont identifiés</p>
Suivi hydrogéologique <ul style="list-style-type: none"> mesure du niveau d'eau au niveau du réseau de suivi de l'exploitation du Sablon (3 piézomètres) mesure de la qualité de l'eau souterraine au niveau des 3 piézomètres de contrôle. Les paramètres analysés sont : BTEX, HCT (séquençage C10-C40), PCB, HAP (les 16 de la liste US-EPA), indice phénols, As, Ba, Cad, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, SO4, Cl et F 	<p>Trimestriellement durant les phases de remblaiement par sédiments de dragage, sinon semestriellement puis annuel une fois l'arrêt de l'utilisation des sédiments de dragages d'entretien de la Seine (article 4.2.2 des présentes prescriptions)</p> <p>Les mesures du niveau d'eau et de la qualité doivent être synchrones (<i>les prélèvements sont analysés par un laboratoire agréé</i>)</p>
Respect du plan d'assurance qualité <ul style="list-style-type: none"> tout refus, toute anomalie ou modification dans les protocoles appliqués par le GPMR et CBN 	<p>Au cas par cas et information du préfet conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement</p>

Article 8.4.5.4. Éléments justificatifs du remblaiement

En outre, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- registre des entrées des sédiments (certificat de qualité des sédiments accueillis sur le site) ;
- registre de la mise en remblai des sédiments (qualité moyenne des sédiments par casiers) ;
- suivi des refus ;

- relevés bathymétriques des zones remblayées ;
- suivi piézométrique afin de justifier le maintien de la qualité de la ressource en eau souterraine ;
- protocole d'acceptabilité des sédiments de dragage autorisés de la Seine, éventuellement mis à jour ;
- plan d'assurance qualité en vigueur.

Toute modification du protocole d'acceptation des sédiments doit faire l'objet d'une validation de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.4.6. CONDITIONS DE REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE PAR DES DÉCHETS NON-DANGEREUX INERTES ET DES TERRES PRÉSENTANT DES SURCONCENTRATIONS D'ORIGINE NATURELLE

Le remblaiement par des matériaux extérieurs inertes (dont des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle dites TN+ issues de chantiers régionaux et d'Île-de-France, ou accessibles par voie fluvio-maritime) est autorisé dans tous les casiers de remblaiement aux seules fins du réaménagement prévu par le présent arrêté. Leur admission est autorisée pendant toute la durée de l'autorisation de la carrière.

L'exploitant est également autorisé, dès notification du présent arrêté, à accueillir des déblais contenant du disulfure de fer (pyrite) parmi les déchets d'ores et déjà admis sur le site pour le remblaiement des casiers.

Les déblais contenant du disulfure de fer (pyrite), dit « déblais pyriteux », sont ceux qui proviennent de chantiers de grandes infrastructures d'Île-de-France dont les formations n'ont pas fait l'objet d'une expertise géologique, ou qui ont fait l'objet d'une analyse de la teneur en sulfure ou soufre oxydable présentant un taux supérieur ou égal à 0,1 %.

L'exploitant est tenu de suivre la procédure d'admission visée dans le document référencé « Définition d'un protocole d'admission des déblais pyriteux provenant des chantiers de terrassement profond d'Île-de-France – Version n° 2 de novembre 2021 réf. 2021-1143 » pour l'accueil et le stockage de ces déblais pyriteux sur la carrière, complétée par les dispositions particulières pour ces déchets spécifiques énoncées ci-après.

Article 8.4.6.0. Modalités d'acheminement des matériaux

Tout lot de plus de 10 000 tonnes de matériaux (en provenance des chantiers de grandes infrastructures ou autre) est acheminé préférentiellement par barge jusqu'à la métropole rouennaise, puis acheminé par camion jusqu'à la carrière sans toutefois générer de trafic routier dans la partie nord de la Boucle d'Anneville. A défaut, il peut être acheminé par camion en double fret (pas d'arrivée ou de départ à vide).

À compter du 1^{er} janvier 2024, tout lot de plus de 10 000 tonnes de matériaux en provenance des chantiers de grandes infrastructures d'Île-de-France est acheminée par barge jusqu'à l'appontement dédié situé à Yville-sur-Seine.

Les matériaux sont convoyés jusqu'à la carrière par une bande transporteuse installée sur l'emprise de l'ancien passage des tuyaux de refoulement des sédiments de dragage conformément au schéma ci-dessous.



Tout déchargement de matériaux acheminés par barge à un autre appontement que celui référencé ci-dessus n'est pas autorisé, hormis ponctuellement et exceptionnellement lors des périodes de forte crue de la Seine rendant la navigation impossible, ou en cas d'incidents opérationnels de l'installation, d'automoteurs ou de barges les rendant temporairement inutilisables.

Une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent interdit l'accès de part et d'autre de la bande transporteuse acheminant les matériaux entre le site de l'appontement et la carrière.

La bande transporteuse est capotée.

Un entretien régulier des bandes transporteuses sera réalisé afin de minimiser les éventuels bruits de grincement. Un plan de maintenance préventive est notamment établi afin de changer les rouleaux avant que leur état ne génère du bruit.

Le franchissement de la route départementale 265 dite Route du Marais nécessite l'aménagement du passage sous chaussée existant, en concertation avec la Direction des Routes du Département et de la mairie d'Yville-sur-Seine.

Les convoyeurs à bandes entre l'appontement et la carrière sont démantelés et évacués à la fin de l'exploitation de la carrière.

À la fin de l'exploitation, le passage sous la route départementale 265 dite Route du Marais est entièrement comblé. Le volume de ce comblement est réalisé uniquement avec des matériaux inertes provenant de la carrière.

Article 8.4.6.1. Procédure d'acceptation préalable et valeurs limites à respecter

L'exploitant met en place une **procédure d'acceptation préalable** afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets pour le remblayage de la carrière. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, notamment dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable, que les déchets figurent dans la liste des déchets précisée à l'article 8.4.6.5 du présent arrêté et respectent les exigences suivantes :

- les déblais provenant de chantiers de grandes infrastructures d'Île-de-France font l'objet d'une expertise géologique qui détermine s'ils proviennent ou non de formations géologiques riches en sulfures, ou de formations géologiques contenant des sulfures facilement mobilisables, ou d'une analyse du soufre sous forme de sulfure ou de soufre oxydable ;
- les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 acceptés sans analyses ne proviennent pas de sites contaminés. Une levée de doute selon la norme NF 31-620-2, ou équivalente, est menée ;

- les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 et présentant une surconcentration d'origine naturelle pour un ou plusieurs paramètres listés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 (caractérisés « TN+ ») respectent les valeurs limites des paramètres définis dans la colonne relative aux terres « TN+ » des tableaux n°2 et 3 ci-après ;
- les déchets non-dangereux inertes non visés au point précédent respectent les valeurs limites des paramètres définis dans la colonne relative aux terres « K3+ » des tableaux n° 2 et 3 ci-après.

Pour les déchets non-dangereux inertes autorisés à l'article 8.4.6.5 provenant de sites contaminés et pour les déchets dit « TN+ », l'acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets portant sur un échantillon représentatif du déchet, et consistant en un essai de lixiviation et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans les tableaux n°2 et 3 ci-après.

Pour chaque lot d'au maximum 20 000t de terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (dites « TN+ ») accepté en remblayage sur le site en provenance des chantiers de grandes infrastructures d'Île-de-France, l'exploitant s'assure qu'elles ne contiennent pas de substance dangereuse et, à cet effet, que les terres sont bien conformes à l'étude BURGEAP de faisabilité hydrogéologique pour l'adaptation des seuils de la mise en dépôt de déchets inertes (Réf. RDMCNO02825-08 modifiée le 13 janvier 2022), à savoir :

- que le rapport de « quantité utilisée de chaux / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Anneville-Ambourville et Yville-sur-Seine » soit inférieur à 5 % ;
- que le rapport de « quantité utilisée de ciments / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Anneville-Ambourville et Yville-sur-Seine » soit inférieur à 2 % ;
- que les concentrations maximales des molécules actives (constituant les adjuvants) dans les terres issues des tunneliers et déchargées sur le site respectent les critères du tableau n° 1 ci-après :

Molécule	Adjuvants utilisant la molécule	Concentration maximale de la molécule dans les terres (en mg/kg de MS)
Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	CLB F5/L Polyfoamer FP/L MasterRoc SLF 32 MasterRoc SLF 75 ACTISOYL 100 (Agents moussant)	0,89
2-methylpentane-2,4-diol (2,4-Pentanediol, 2-methyl-)	CLB F5/L MasterRoc SLF 75 (Agents moussant)	23,77
Mono-C10-16-alkyl, sulfate de sodium	CLB F5/L (Agent moussant)	12,7
Alcools, C10-18	CLB F5/L (Agent moussant)	0,17
Polyacrylate de sodium	Polyfoamer FP/L (Agent moussant)	111,9
Hexan-1-ol	MASTER ROC SLF 75 (Agent moussant)	5,65

Molécule	Adjuvants utilisant la molécule	Concentration maximale de la molécule dans les terres (en mg/kg de MS)
Tétradécanol	MASTER ROC SLF 75 (Agent moussant)	10,6
Acide sulfurique, esters de monoalkyles en C12-14, sels de sodium	MASTER ROC SLF 75 (Agent moussant)	7,6
Laurylsulfate de sodium (LSS)	ACTISOYL 100 (Agent moussant)	35
Alcools, C12-14	ACTISOYL 100 (Agent moussant)	24,36

Tableau n° 1 : Concentrations maximales des molécules dans les terres

Toute substitution d'un adjuvant utilisé sur les chantiers de grandes infrastructures d'Île-de-France par un autre, ou toute modification de la composition d'un adjuvant (référéncé dans l'étude BURGEAP susvisée) ou de son dosage conduira à une vérification, formalisée par un écrit de l'exploitant, du respect des hypothèses de l'étude susvisée.

Dans tous les cas, en cas d'identification d'une nouvelle molécule organique active présente dans un adjuvant et non référencée dans l'étude BURGEAP susvisée, l'acceptation des terres sera conditionnée à la fourniture préalable d'une étude et d'une modélisation démontrant l'absence d'impact, et qui seront instruites dans les conditions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Les justificatifs correspondants à la procédure d'acceptation préalable sont conservés pendant au moins toute la durée de l'exploitation (réaménagement compris) et sont tenus à la disposition de l'inspection.

Les seuils d'acceptabilité des déchets non-dangereux inertes dits « K3+ » et des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (dites « TN+ ») soumis à la procédure d'acceptation préalable sont conformes aux valeurs limites mentionnées dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Paramètres et valeurs limites à respecter lors du **test de lixiviation** (NF EN 12457-2)

Paramètres à vérifier lors de l'essai de lixiviation	Valeurs limites à respecter sur éluat (mg/kg de matière sèche)	
	Pour les terres « K3+ »	Pour les terres naturelles « TN+ »
As	1,5	1,5
Ba	60	60
Cd	0,12	0,27
Cr total	1,5	3,84
Cu	6	6
Hg	0,03	0,03
Mo	1,5	4

Paramètres à vérifier lors de l'essai de lixiviation	Valeurs limites à respecter sur éluat (mg/kg de matière sèche)	
	Pour les terres « K3+ »	Pour les terres naturelles « TN+ »
Ni	1,2	1,2
Pb	1,5	1,5
Sb	0,18	0,5
Se	0,3	0,5
Zn	12	12
Chlorure (*)	2 400	2 400
Fluorure	30	37,2
Sulfate (*)	3000 (**)	18 600
Indice phénols	3	3
COT (carbone organique total) sur éluat (***)	500	500
FS (Fraction soluble) (*)	12 000	32 000

(*) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte, soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(**) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(***) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

Tableau n° 3 : Paramètres et valeurs limites à respecter en contenu total

Paramètres	Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)
COT (Carbone Organique Total)	60 000 (****)
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles, 7 congénères)	1
Hydrocarbures totaux (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques)	50

(****) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

L'inspection des installations classées peut à tout moment procéder ou faire procéder, aux frais de l'exploitant, à des prélèvements inopinés ou non et à des analyses par un laboratoire indépendant sur les terres acheminées sur le site de la carrière en vue de vérifier le respect des valeurs limites énoncées dans le présent article.

Article 8.4.6.2. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets inertes externes, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable justifiant le respect des critères mentionnés aux articles 8.4.6.1 et 8.4.6.5 et indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'article 8.4.6.5 du présent article ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.
- la référence de l'acceptation préalable formulée conformément à la procédure prévue à l'article 8.4.6.1.

Dans le cas d'une série de livraisons (lot), l'exploitant définit explicitement le nombre maximal prévisionnel de livraisons ou la quantité maximale prévisionnelle de déchets correspondant à un même document préalable à l'admission.

Pour les déchets dits « TN+ », chaque barge déchargée sur le site de la carrière ou chaque lot de 1 000 tonnes pour le cas de terres acheminées par voie routière fait l'objet, a minima, d'un contrôle préalable portant sur les critères mentionnés à l'article 8.4.6.1. Si ces contrôles sont réalisés sur le chantier de production, l'exploitant définit dans une procédure et met en œuvre (à une fréquence à déterminer) un contrôle des terres déchargées, incluant des analyses chimiques, en vue de s'assurer du respect des critères mentionnés à l'article 8.4.6.1.

Pour les déchets dits « TN+ », l'exploitant tient à la disposition de l'inspection pour chaque lot (d'un maximum 20 000 t) :

- les quantités d'adjuvants (par produit et dans l'unité retenue dans l'étude BURGEAP susvisée) et les quantités de terres excavées déclarées par les sociétés en charge des tunneliers ;
- les résultats d'analyses de concentration en alcools C12-C14, en laurylsulfate de sodium (LSS) et en Mono-C10-16-alkyl, sulfate de sodium, par un laboratoire agréé, sur des échantillons représentatifs de remblais d'un même lot, pour comparaison par rapport aux concentrations maximales énoncées dans le tableau n° 1 à l'article 8.4.6.1.

Pour les déblais provenant de chantiers de grandes infrastructures d'Île-de-France, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection :

- les résultats de l'expertise géologique qui détermine s'ils proviennent ou non de formations géologiques riches en sulfures, ou de formations géologiques contenant des sulfures facilement mobilisables ;
- ou les résultats d'une analyse du soufre sous forme de sulfure ou du soufre oxydable.

Le document préalable est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. L'exploitant délivre en retour un certificat d'acceptation préalable. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ces documents est conservé par l'exploitant pendant toute la durée du remblayage et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

Article 8.4.6.3. Réception des déchets et mise en œuvre du remblayage

Tout déchet admis pour remblayage fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion ou de la barge et lors du régala des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct en fond de fouille de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

En particulier, avant remblayage, les matériaux reçus doivent subir un examen visuel et un triage qui permette de déceler les éléments indésirables. Ces derniers sont évacués dans des installations dûment autorisées.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. À cet effet l'exploitant complète le document préalable d'admission. En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

Cas des déchets pyriteux

L'exploitant réalise de manière systématique, et par des opérateurs dûment formés aux modalités d'échantillonnage, les contrôles suivants pour chaque lot de déblais pyriteux à son arrivée sur la carrière :

- un contrôle visuel de l'aspect global du lot de déblais dans l'optique de confirmer l'absence d'amorce de décomposition des pyrites (par exemple en visualisant l'absence de tache de couleur « rouille ») sur les matériaux admis ;
- un contrôle du pH du lot de déblais selon la norme NF ISO 10-390 « Sols, biodéchets traités et boues — Détermination du pH » afin de confirmer qu'il est supérieur au seuil de 6,5 ;

La densité d'échantillonnage par lot doit être définie comme suit :

- Pour une barge de 2 500 t, l'exploitant doit s'assurer de la constitution de 2 échantillons moyens, correspondant chacun à 10 prélèvements unitaires aléatoires.
- Pour les automoteurs de capacité de 1 200 à 1 600 tonnes, l'exploitant doit s'assurer de la constitution de 2 échantillons moyens pour 2 automoteurs, sur la base de 10 prélèvements unitaires aléatoires dans chaque automoteur ;
- Pour un camion dont la charge utile excède 25 tonnes, l'exploitant doit s'assurer de la constitution de 2 échantillons moyens pour 90 camions, composés de 10 prélèvements chacun sur la base du prélèvement de manière aléatoire d'un camion sur 5 environ.

Le dispositif de mesure de pH est régulièrement étalonné selon les préconisations du fournisseur et correctement utilisé par le personnel. Pour ce faire, une consigne d'exploitation spécifique au contrôle du pH des déblais est affichée en permanence sur le site.

Article 8.4.6.4. Registre de suivi des déchets utilisés en remblayage

Sous réserve des dispositions de l'arrêté ministériel 31 mai 2021 visé en référence, l'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date et heure de réception, le nom et coordonnées du producteur des déchets, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires, ainsi que du ou des transporteurs ;
- l'origine et la nature des déchets, en distinguant les lots de déchets qui ont été acceptés avec le bénéfice de la dérogation ainsi que les lots de déblais pyriteux ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets acceptés en remblayage figurant à l'article 8.4.6.5 du présent article ;
- la quantité en tonnes (ou le volume) des déchets ;
- la destination des déchets (les terrains de la carrière sont quadrillés afin de déterminer où sont stockés les déchets recueillis) ;
- pour les déchets pyriteux, la cote du toit des déblais remblayés en nappe (par relevé bathymétrique ou autre méthode) ;
- pour les déchets pyriteux, l'identité de la personne de la société CBN ayant réalisé les contrôles du lot (pH et contrôle visuel) ;
- pour les déchets pyriteux, la valeur du pH mesurée sur l'échantillon représentatif du lot, la teneur en sulfure ou soufre oxydable et le rapport NP/AP ;
- le résultat du contrôle visuel (notamment si présence ou absence de rouille visible sur le lot de déchets pyriteux) et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement, notamment d'acceptation préalable le cas échéant ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation (réaménagement compris) et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.4.6.5. Types de déchets acceptés en remblayage

L'exploitant s'assure que les déchets acceptés en remblayage présentent un caractère inerte au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement (ie tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine).

Les déchets inertes non-dangereux figurant sur la liste ci-dessous peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :

CODE DÉCHET	Déchets acceptés sans évaluation préalable		Déchets acceptés si respect des conditions énoncées à l'article 8.4.6.1
	Description	Restrictions	
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique	

CODE DÉCHET	Déchets acceptés sans évaluation préalable		Déchets acceptés si respect des conditions énoncées à l'article 8.4.6.1
	Description	Restrictions	
15 01 07	Emballage en verre	Triés	
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés (**)	Déchets provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques		
17 01 03	Tuiles et céramiques		
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses		
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres	
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés	Terre végétale, tourbe et terres et cailloux provenant de sites contaminés
19 12 05	Verre	Triés	
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe	Terres et pierres provenant de sites contaminés
19 12 09			Minéraux (par exemple sable, cailloux) issus d'un process industriel (traitement, décontamination)

(**) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis sans évaluation du potentiel polluant des déchets indiquée à l'article 8.4.6.1 des présentes prescriptions.

En outre, les matériaux suivants sont notamment interdits en remblayage :

- mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron ;
- matériaux contenant de l'amiante ;
- déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- déchets non pelletables ;
- déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- déchets radioactifs ;
- matériaux putrescibles (bois, papiers, cartons, déchets verts...) ;
- matières plastiques ;
- métaux.

La terre végétale doit être conservée pour la finalisation du réaménagement et être régalée uniquement sur les couches supérieures des remblais.

Article 8.4.6.6. Modalités de remblaiement par des déchets inertes

Le remblaiement par des déchets externes inertes du casier A est réalisé après les opérations suivantes :

- mise en place des sédiments de dragage autorisés de la Seine afin de retrouver la cote du niveau de la nappe ;
- mise en place de la couche de sable afin d'assurer une meilleure portance des déchets inertes accueillis ultérieurement.

Un profil (topographique ou bathymétrique) est réalisé pour le casier A à la fin des opérations de remblaiement, afin de connaître les cotes finales atteintes par les sédiments et éventuellement la couche de sable mise en place.

En cas d'absence d'apport du GPMR, l'ensemble du casier A est remblayé en utilisant des déchets externes inertes issus de chantiers en provenance des entreprises du BTP répondant aux critères visés ci-après.

La partie à l'ouest de la carrière ayant été exploitée en eau, ce secteur est remblayé uniquement avec des déchets inertes conformes aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé (dits « K3 ») jusqu'au toit de la nappe. Les déchets conformes aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé (dits « K3+ ») et déchets « TN+ » doivent obligatoirement être stockés au-dessus du niveau maximal de la nappe.

De même, seuls des déchets inertes conformes aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé (dits « K3 »), sans élévation de seuil et sans incidences particulières, peuvent être acceptées en remblayage pour les parcelles cadastrées B 134, 135 et 326 du plan de réaménagement final annexé au présent arrêté [Annexe 4] vouées à être restituée en zones agricoles, ainsi que pour les parcelles situées au « Marais » n° A 180p, A 181 et A 182 conformément aux modalités du § 8.4.2.2 du présent arrêté

Article 8.4.6.7. Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux

La zone d'enneigement est scindée en trois bassins distincts afin de limiter la longueur de ces derniers à moins de 300 m, pour éviter des effets de « houle/clapot » lors d'épisodes tempétueux pouvant remettre les matériaux ennoyés en suspension.

Les déblais pyriteux sont acheminés par convoyeurs à bandes sur pontons flottants vers la trémie de mise à l'eau.

L'exploitant procède, dès notification du présent arrêté, à l'immersion des déblais pyriteux déjà remblayés sur le site de la carrière et stockés hors d'eau. Pour ce faire, l'exploitant vérifie à nouveau l'absence d'oxydation de ces déblais 24 heures avant leur immersion, en suivant le protocole défini pour admettre les déblais pyriteux sur la carrière. Cette vérification consiste en :

- une mesure du pH d'un nombre suffisant d'échantillons prélevés au sein de ces déblais (ce nombre sera à justifier en fonction du tonnage des déblais stockés hors d'eau),
- la vérification de l'absence de rouille visible sur ces déblais.

Pour garantir l'efficacité de l'immersion sur ces déblais pyriteux, l'exploitant doit s'assurer de l'absence d'oxydation des déblais avant la mise en remblais sous eau. L'exploitant procède ainsi systématiquement à l'enneigement des déblais pyriteux admis sur le site dans un délai maximal de 24 heures suivant la mesure du pH établie conformément à l'article 8.4.6.3. du présent arrêté. Une attention particulière doit notamment être portée aux week-ends et jours fériés.

Le toit de la nappe libre des alluvions au droit de la carrière des Sablons en période de basses eaux est positionné à environ 1 m NGF. Ainsi, en conservant une marge de 1 m par rapport aux niveaux mesurés en période de basses eaux, la cote maximale de remblaiement des déblais pyriteux est fixée à **0 m NGF** pour s'assurer que ces déblais soient maintenus en toute circonstance sous le niveau de la nappe.

L'exploitant vérifie par ailleurs régulièrement, en cours d'exploitation, la distribution granulométrique des déblais pyriteux destinés à être remblayés sous eau, de manière à ce que la hauteur d'eau minimale de 1 m soit systématiquement validée par la formule de Atkins.

Au-delà de la cote de remblaiement fixée à 0 m NGF, les déblais pyriteux sont recouverts par des déchets inertes puis la revégétalisation du site (boisements, prairies, landes, pelouses calcicoles conformément au chapitre 8.4.2.2 de l'arrêté).

L'exploitant doit veiller à ce que la mise en place, à partir du bord, des matériaux inertes non pyriteux ne crée pas de mouvement pouvant remettre en suspension les déblais pyriteux. Pour ce faire, un déflecteur peut être utilisé pour mettre en place les matériaux inertes non pyriteux, au moins pour les premiers centimètres.

L'exploitant s'assure par ailleurs que les 60 000 tonnes de déblais pyriteux déjà immergés à date de notification du présent arrêté sont envoyés dans les mêmes conditions que pour les futurs déblais pyriteux qui sont réceptionnés sur site (hauteur d'eau suffisante, recouvrement par des déblais inertes, etc.).

Condition de réversibilité ou traitement

Les déblais pyriteux admis sur le site sont déposés de telle sorte qu'ils puissent, si nécessaire, être intégralement retirés pour être réorientés vers une filière compatible avec leurs caractéristiques physico-chimiques ou traités sur place. Un mode opératoire et/ou protocole est spécifiquement prévu par l'exploitant, dès notification du présent arrêté et en cas de besoin, et validé par l'inspection, pour retirer ou traiter sur place les déblais pyriteux envoyés.

Bilan

Les opérations d'envoie de déblais pyriteux font l'objet d'un bilan à 6 mois et 12 mois après le début de la première opération d'envoie. Ce bilan comporte à minima :

- un bilan quantitatif et qualitatif des matériaux envoyés (quantité, caractéristiques chimiques, etc) ;
- les résultats de la surveillance des eaux superficielles et souterraines ;
- un descriptif des écarts éventuels au protocole d'admission et d'envoie de déblais pyriteux joint à la demande et visé en référence.

ARTICLE 8.4.7. REVÉGÉTALISATION DES TERRAINS ET FINALISATION DE LA REMISE EN ÉTAT

Le milieu à recréer est divisé en plusieurs secteurs (pour permettre au site de retrouver un environnement écologique favorisant la biodiversité) :

- des pelouses pionnières silicicoles sur environ 9,4 ha, qui se rajouteront aux 1,2 ha de pelouses préservées le long de la piste interne menant à la carrière FCH (ex C3V) et aux 2,2 ha de pelouses préservées à l'ouest ;
- un milieu ouvert à semi-ouvert sur environ 9 ha ;
- la restitution des terres agricoles sur environ 1,9 ha (sur les parcelles cadastrées B 134, 135 et 326) ;
- une prairie mésophile autour du bâtiment agricole existant ainsi que dans la partie sud du site, sur une surface d'environ 4 ha ;
- un reboisement d'une superficie totale évaluée à 14 ha dans l'enceinte de la carrière (le reboisement n'est pas envisagé sur la totalité du site afin de diversifier les habitats et favoriser les milieux ouverts favorables aux espèces pionnières) ;
- des landes associées à des bétulaies (afin de faire une transition entre les boisements recréés et les milieux ouverts) sur une superficie totale d'environ 5,8 ha. Il est également prévu la restauration de 1,3 ha de lande dans la partie est du site ;
- deux mares, au niveau de la phase 4 et à la fin de l'exploitation de la phase 1a. Un front sableux sera conservé en bordure de la mare à créer ;

Le réaménagement prend en compte les milieux voisins pour respecter la continuité écologique avec les terrains limitrophes.

Le plan de réaménagement final du site figure en annexe 4 des présentes prescriptions.

La méthode de décapage superficiel, comme pratiquée lors des exploitations précédentes, est utilisée pour recréer les pelouses pionnières silicicoles.

Le secteur sud-est est reboisé en partie et de manière continue avec les terrains voisins, de même pour la limite zone centrale-ouest.

Le secteur nord (parcelle C270 sur Anneville-Ambourville) est reboisé conformément au règlement du P.L.U.-de la commune d'Anneville-Ambourville (excepté sous la ligne électrique à haute-tension). Les essences utilisées sont des espèces locales et, si possible, les graines des espèces abattues sont réensemencées.

CHAPITRE 8.5 PLANS

Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation 1/2500^{ème}, envoyé à l'inspection des installations classées, est établi et **mis à jour tous les ans**, sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation) ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours de défrichement, de décapage et d'exploitation ;
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué ;
- les zones exploitées en cours de réaménagement ;
- les futures zones à exploiter.

CHAPITRE 8.6 IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL : MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les différentes mesures développées dans l'étude d'impact du dossier de demande de modification des conditions d'exploiter et reprises ci-après.

Article 8.6.1.1. Reconstitution des boisements

Des essences arbustives et arborées variées, locales, adaptées à un substrat sableux et à un sol peu développé, squelettique ou podzolique (la terre végétale rajoutée n'étant pas riche en humus) sont plantées. Le cortège d'espèces sera scrupuleusement respecté, afin d'éviter toute introduction d'espèces non indigènes. Ainsi la liste des espèces arborées et arbustives préconisées pour les plantations est établie en se référant au groupement de la Chênaie sessiliflore - Quercion roboris, formation caractéristique des forêts oligotrophes sur sables non ou très peu calcaires, et aux cortèges locaux, assez proches des cortèges de référence.

La liste des espèces arborées et arbustives envisagées pour les plantations est la suivante :

- Espèces arborées majeures à planter assez densément (à égalité) :
 - Chêne sessile (*Quercus petraea*)
 - Chêne pédonculé (*Quercus robur*)
- Espèces arborées complémentaires à planter en plus faible densité (à égalité) :
 - Bouleau verruqueux (*Betula pendula*)
 - Châtaignier (*Castanea sativa*)
 - Sorbier des oiseleurs (*Sorbus aucuparia*)
- Espèces arbustives à planter en densité moyenne et en privilégiant les lisières :
 - Bourdaine (*Frangula alnus*)
 - Néflier (*Mespilus germanica*)

Si des manchons de protection sont utilisés pour protéger les jeunes plans d'arbres dans leurs premières années de croissance, ceux-ci sont préférentiellement constitués de matériaux biodégradables, en évitant autant que faire se peut les manchons en plastique.

Article 8.6.1.2. Maintien et création de pelouses silicicoles

Sur le site, deux zones ayant pour vocation la restitution de pelouses silicicoles sont maintenues afin de préserver les espèces patrimoniales qu'elles abritent : il s'agit d'une parcelle de 2,2 ha à l'ouest et 1,2 ha à l'est.

De plus, environ 9,4 ha de pelouses silicicoles sont restitués lors de la phase de réaménagement.

Article 8.6.1.3. Création de mares

Des mares sont aménagées, dans les phases d'exploitation 1a et 4, afin d'obtenir une diversité de milieux favorables à la reproduction de certaines espèces, notamment de batraciens (crapaud calamite en particulier). Leur surface n'excède pas 100 m² chacune. L'aménagement de ces mares nécessitera la mise en place d'un fond argileux, prélevé dans le stockage des stériles (composés en partie de niveaux argileux non valorisables).

Le fond des mares ne se situe pas en dessous de la cote altimétrique +5 m NGF, afin de ne pas être en relation avec la nappe sous-jacente (située à +2 m NGF). Ces mares peuvent être qualifiées de temporaire, dans la mesure où, en période estivale, elles pourront être « à sec ».



Article 8.6.1.4. Préservation de l'Hirondelle de rivage

L'exploitation est organisée de façon à laisser en permanence des fronts de taille susceptibles d'être colonisés par l'Hirondelle de rivage. Plus précisément, du mois de mars au mois de septembre de chaque année, au moins un front de taille est laissé en place pour permettre la nidification de l'espèce. L'exploitation de ce front de taille ne se fera qu'après le départ des hirondelles.

En outre, la phase 4 fait l'objet d'un aménagement spécifique qui consiste à conserver une partie décaissée en limite de phase pour laisser en l'état un front de taille sur au moins 50 m le long, afin de permettre à l'espèce de nicher durablement aussi bien pendant l'activité de CBN qu'après sa fermeture.

Une falaise à hirondelle est créée sur la phase 4 après fermeture de l'exploitation, en bordure du chemin et face à la mare.

Article 8.6.1.5. Pérennisation de la présence de reptiles

Des petits tas de pierre sont créés afin de pérenniser la présence sur site des reptiles, dont le Lézard des murailles.

Un inventaire des reptiles est réalisé avant la mise en place du casier de confinement. Des mesures seront mises en place en cas d'impact sur les reptiles.

Article 8.6.1.6. Restauration de la lande sèche à Callune

Afin de maintenir cet habitat d'intérêt communautaire sur le site, une zone de 1,3 ha de lande (actuellement dégradée) est restaurée à l'est du site, avant la destruction des 0,5 ha impactés par le projet de mise en place d'un casier de confinement.

De plus, le réaménagement final en fin d'exploitation propose la création de landes sèches sur 6 ha. Néanmoins, ce réaménagement sera effectif à long terme.



Par ailleurs, des pieds de Callune voués à disparaître (via l'aménagement du casier de confinement) sont déplacés sur une zone réaménagée en lande en fin d'exploitation au nord du site. Les travaux concernant le déplacement de la lande doivent être effectués en dehors de la période de nidification et de reproduction des espèces fréquentant le site. Pour cela, il est préconisé de réaliser les travaux entre le mois de septembre et le mois de février, en dehors des périodes de gel.

Article 8.6.1.7. Suivi environnemental pré-chantier

Un suivi environnemental (précédent la préparation de l'exploitation) est réalisé, permettant d'orienter et d'adapter en temps réel les travaux (découverte d'espèces ou d'habitats sensibles, consignes, balisage, aire de manœuvre, dépôt de matériel...). En fonction de la période de démarrage des travaux, des préconisations concernant la réduction des impacts seront apportées.

Article 8.6.1.8. Élagage / abattage des arbres en période favorable

Les arbres destinés à être abattus ou élagués le seront à la période où les espèces arboricoles ne les utilisent pas (automne-hiver).

Article 8.6.1.9. Limitation et contrôle des apports éventuels de matériaux

L'exploitant limitera et contrôlera les apports de matériaux ou de terres végétales afin de ne pas contaminer le site avec des espèces exotiques envahissantes. Une attention sera également apportée à la propreté des engins mécaniques ou des outils manuels (pouvant propager des graines ou des boutures) utilisés pour les travaux pendant la phase chantier.

Article 8.6.1.10. Réaménagement progressif coordonné à l'exploitation des différentes zones

Le réaménagement est progressif, conformément au planning de phasage. Cela permettra de limiter les surfaces ouvertes (en exploitation) et de reconstituer progressivement des habitats pour la faune et la flore. L'exploitation selon plusieurs phasages permettra par ailleurs de maintenir les continuités écologiques pendant les travaux.

Article 8.6.1.11. Suivi et gestion du réaménagement

Le réaménagement (et les formations ouvertes plus particulièrement) fait l'objet d'un plan de suivi et de gestion annuel afin d'éviter le développement d'espèces ligneuses et la fermeture du milieu ainsi que le développement d'espèces invasives. Un suivi floristique (relevés phytosociologiques notamment pour le suivi des cortèges) et un suivi entomologique sont à privilégier.

Dans tous les cas, le suivi définira et réévaluera chaque année les opérations à mener sur les différents secteurs réaménagés.

Les mesures de gestion à envisager peuvent être les suivantes : le pâturage ou la fauche.

En cas d'utilisation de manchons plastique pour la protection des jeunes plans d'arbres, ceux-ci sont récupérés lors de tournées régulières une fois qu'ils ne sont plus utiles, pour éviter la dissémination de déchets de plastique dans l'environnement.

CHAPITRE 8.7 SUIVIS ÉCOLOGIQUES

Par rapport à l'intérêt patrimonial pris en compte dans le cadre de la modification des conditions d'exploiter et de la remise en état, l'exploitant réalise des suivis écologiques **tous les 2 ans** (après notification du présent arrêté) sur toutes les zones réaménagées ayant fait l'objet d'une mesure des impacts sur les milieux naturels. Certains groupes (avifaune, reptiles, amphibiens et flore) et espèces seront particulièrement recherchées lors de ces suivis, notamment le Lézard des souches, le Crapaud calamite, l'Oedicnème criard, l'Hirondelle de rivage et l'Engoulevent d'Europe. Ce suivi consistera à apprécier, tous les 2 ans, les effets des mesures sur le peuplement floristique et faunistique local.

Un suivi général, consistant à inventorier la flore, l'avifaune, les chiroptères, les mammifères terrestres, les amphibiens / reptiles et l'entomofaune sur l'ensemble de la carrière, pourra être mené en parallèle **tous les 5 ans** après notification du présent arrêté.

Chacun des suivis écologiques fera l'objet d'un rapport illustré avec si besoin des recommandations. Les résultats des suivis seront présentés en Commission Locale de Concertation et de Suivi.

La méthodologie ainsi que la fréquence des suivis écologiques à envisager sur le site sont synthétisés ci-après.



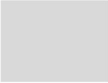
Des mesures complémentaires devront être proposées par le pétitionnaire si les suivis démontrent une détérioration de l'état de conservation des espèces protégées sur le site.

	METHODES DE SUIVI	ZONES REAMENAGEES (suivi tous les 2 ans)					PERIMETRE COMPLET (suivi tous les 2 ans)	PERIMETRE COMPLET - CARRIERE (suivi tous les 5 ans)
		Mare	Surface boisée	Landes / pelouses silicicoles	Falaise pour Hironnelle de rivage	Aménagements pour reptiles		
Flore / habitats	Relevés phytosociologiques (3 passages entre avril et août)	X	X	X			Flore patrimoniale et exotique envahissante	X
Avifaune	Réalisation de points d'écoute (3 sorties automnales : septembre-octobre-novembre + 3 sorties en période de nidification : avril-mai-juin)	X	X (suivi axé sur l'Engoulevent d'Europe)	X (suivis axés sur l'Oedicnème criard)	X (suivis axés sur l'Hironnelle de rivage)			X
Amphibiens	Réalisation de 3 passages de terrain (entre mars et juin) : visite nocturne (écoute des chants) + contrôle des pontes en journée	X (suivis axés sur le Crapaud calamite)						X
Reptiles	Réalisation de 3 passages de terrain (inventaires entre avril et juillet) : inventaires le long de transects et pose de plaques refuges		X	X		X		X
Chiroptères	Réalisation de 3 passages de terrain (inventaires entre avril et septembre)							X
Mammifères terrestres	Réalisation de 3 passages de terrain (entre mars et septembre) : inventaires par observation directe et indirecte							X
Entomofaune	Réalisation de 3 passages de terrain (entre avril et septembre) : prospections aléatoires (fauchage à l'aide d'un filet fauchoir)							X

Suivi écologique	Périmètre complet - Carrière (tous les 5 ans et 2 ans pour la flore)		Zones réaménagées (tous les 2 ans)	
	Flore	Faune	Flore	Faune
2018				
2019	Flore patrimoniale et exotique envahissante			
2020				
2021	Flore patrimoniale et exotique envahissante			
2022				
2023				
2024				
2025	Flore patrimoniale et exotique envahissante			
2026				
2027	Flore patrimoniale et exotique envahissante			
2028				
2029				
2030				
2031	Flore patrimoniale et exotique envahissante			
2032				
2033	Flore patrimoniale et exotique envahissante			
2034				
2035				

BILAN : 3 suivis généraux effectués tous les 5 ans sur le périmètre de la carrière
6 suivis intermédiaires effectués tous les 2 ans sur les zones réaménagées

Légende :

	Suivis zones réaménagées :	Avifaune (Oedicnème criard - Hirondelle de rivage – Engoulevent d'Europe) Amphibiens : Crapaud calamite Reptiles
	Suivi zones réaménagées :	Relevés phytosociologiques
	Suivi général sur la carrière :	Etude de tous les groupes (flore/habitat, avifaune, chiroptères, mammifères terrestres, amphibiens, reptiles, entomofaune)

TITRE 9 - EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE ET POLLUTIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 9.1 GÉNÉRALITÉS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

CHAPITRE 9.2 EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations.

CHAPITRE 9.3 ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN PÉRIODE NOCTURNE ET PRÉVENTION DES POLLUTIONS LUMINEUSES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celle des écosystèmes.

À cet effet, l'utilisation nocturne de sources lumineuses est interdite, sauf à justifier d'obligations motivées par la sécurité publique ou du personnel, ou par la lutte contre la malveillance.

Lorsque l'utilisation de sources lumineuses ne peut être évitée, elle doit être adaptée aux nécessités réelles.

En particulier :

- l'éclairage est assuré par des lampes et luminaires " éco-performants " et la signalisation par des dispositifs rétroréfléchissants, lorsque cela ne remet pas en cause la sécurité des travailleurs. L'utilisation de déflecteurs " abat-jour " diffusant la lumière vers le bas doit permettre de réduire la lumière émise en direction des zones d'habitat et des intérêts naturels à protéger ;
- des dispositifs d'obturation (stores ou volets) équiperont les ouvertures des locaux devant rester éclairés ;
- s'agissant de la lutte contre la malveillance, préférence sera donnée à l'allumage des sources lumineuses asservi à des minuteries et/ou à des systèmes de détection de présence, ceci afin d'éviter l'éclairage permanent du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions.

TITRE 10- ÉCHÉANCES

Article	Nature	Périodicité/Échéance
1.4	Expiration de l'autorisation	Si mise en service dans un délai supérieur à 3 ans Si site non exploité durant 2 années consécutives
1.4	Durée de l'autorisation	Jusqu'au 31 août 2037
1.5.3 1.5.4 1.5.5	Garanties financières (établissement, renouvellement, actualisation)	Établissement : au plus tard un mois après notification des présentes prescriptions Renouvellement : tous les 5 ans, 6 mois avant l'échéance Actualisation : tous les 5 ans ou augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période au plus égale à 5 ans
1.6.6	Cessation d'activité	6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation
2.5	Déclaration des accidents et des incidents	Tous les ans En cas d'accident ou d'incident grave, informer l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais
2.7	Bilan d'activité de l'année écoulée (Enquête annuelle)	Respect du délai fixé par l'administration
2.8	Organisation d'une commission locale de concertation et de suivi	Tous les ans Réunion spécifique sur le réaménagement et sur les mesures compensatoires : 2 ans avant la date d'expiration de l'autorisation d'exploiter Réunion à la fin des travaux de réaménagement
3.5	Contrôle des retombées de poussières	Selon demande de l'inspection des installations classées
4.2.2	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Trimestriel durant les phases de remblaiement à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine Semestriel hors période de remblaiement par sédiments de dragage autorisés de la Seine Annuel pendant 4 ans minimum après la fin des périodes d'apport de sédiments de dragage autorisés de la Seine.
4.3	Rejets d'eau dans le milieu naturel	À chaque campagne de remblaiement à l'aide de sédiments de dragage autorisés de la Seine et à minima annuel.
6.2.3	Contrôle des niveaux sonores	Tous les 3 ans, la prochaine campagne de mesures acoustiques étant réalisée lors des opérations de transfert des déchets papetiers.
7.2	Déclaration du directeur technique	Avant le début de l'exploitation
7.2	Déclaration des entreprises extérieures	Avant toute intervention de l'entreprise sur le site Les entreprises susceptibles d'intervenir dans l'année sur le site, et ce de manière régulière, peuvent faire l'objet d'une seule déclaration renouvelée tous les ans
7.2	Élaboration d'un document de sécurité et de santé	Avant le début de l'exploitation
7.4	Vérification électrique	Tous les ans si installations électriques
7.6.1	Vérification des équipements de lutte contre l'incendie	Tous les ans

Article	Nature	Périodicité/Échéance
8.1.1	Affichage réglementaire à l'entrée de l'exploitation	Avant le début de l'exploitation
8.1.2	Bornage du périmètre de l'autorisation Mise en place et cotation d'une borne de nivellement	Avant le début de l'exploitation
8.1.3	Aménagements préalables (clôtures, pistes d'accès, signalisation...)	Avant le début de l'exploitation
8.1.4	Aménagement paysager	Avant le début de l'exploitation
8.3.2	Défrichement	Avant le début des travaux de découverte
8.3.3	Patrimoine archéologique	Avant le début des travaux de découverte, opérations d'archéologie préventive à entreprendre
8.4	Réaménagement de la carrière	Jusqu'au 31 août 2037
8.5	Plans d'exploitation à mettre à jour	Tous les ans
8.6.1.5	Inventaire des reptiles	Avant la mise en place du casier de confinement
8.7	Suivis écologiques	Tous les 2 ans et tous les 5 ans

TITRE 11- ANNEXES

Annexe 1 : Plan de localisation du périmètre autorisé et de l'installation de traitement réceptrice des matériaux

Annexe 2 : Plan du défrichement des zones restant à déboiser

Annexe 3 : Plan de phasage d'exploitation

Annexe 4 : Plan de réaménagement final du site

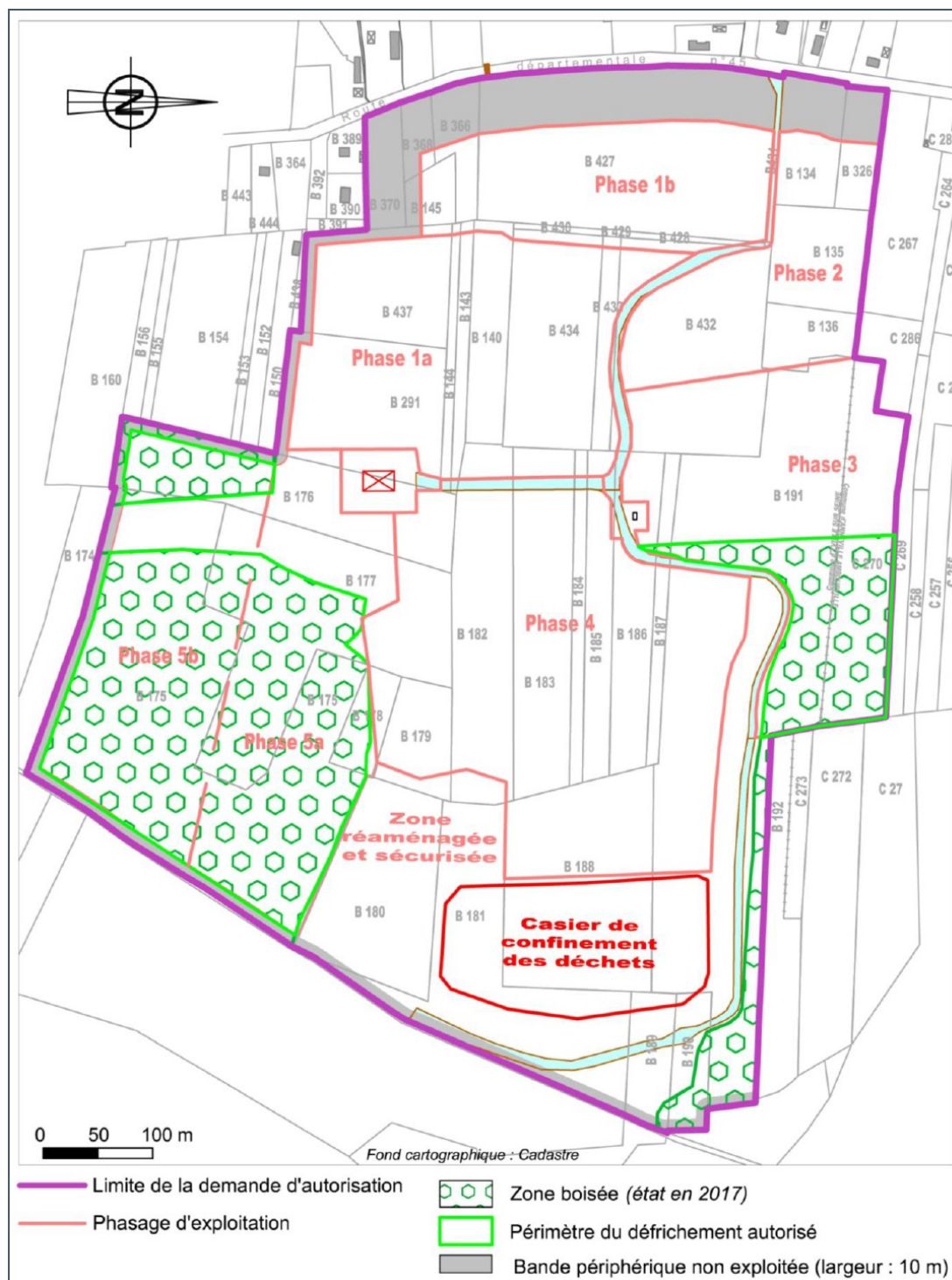
Annexe 5 : Profil topographique du réaménagement

Annexe 6 : Localisation des casiers de remblaiement

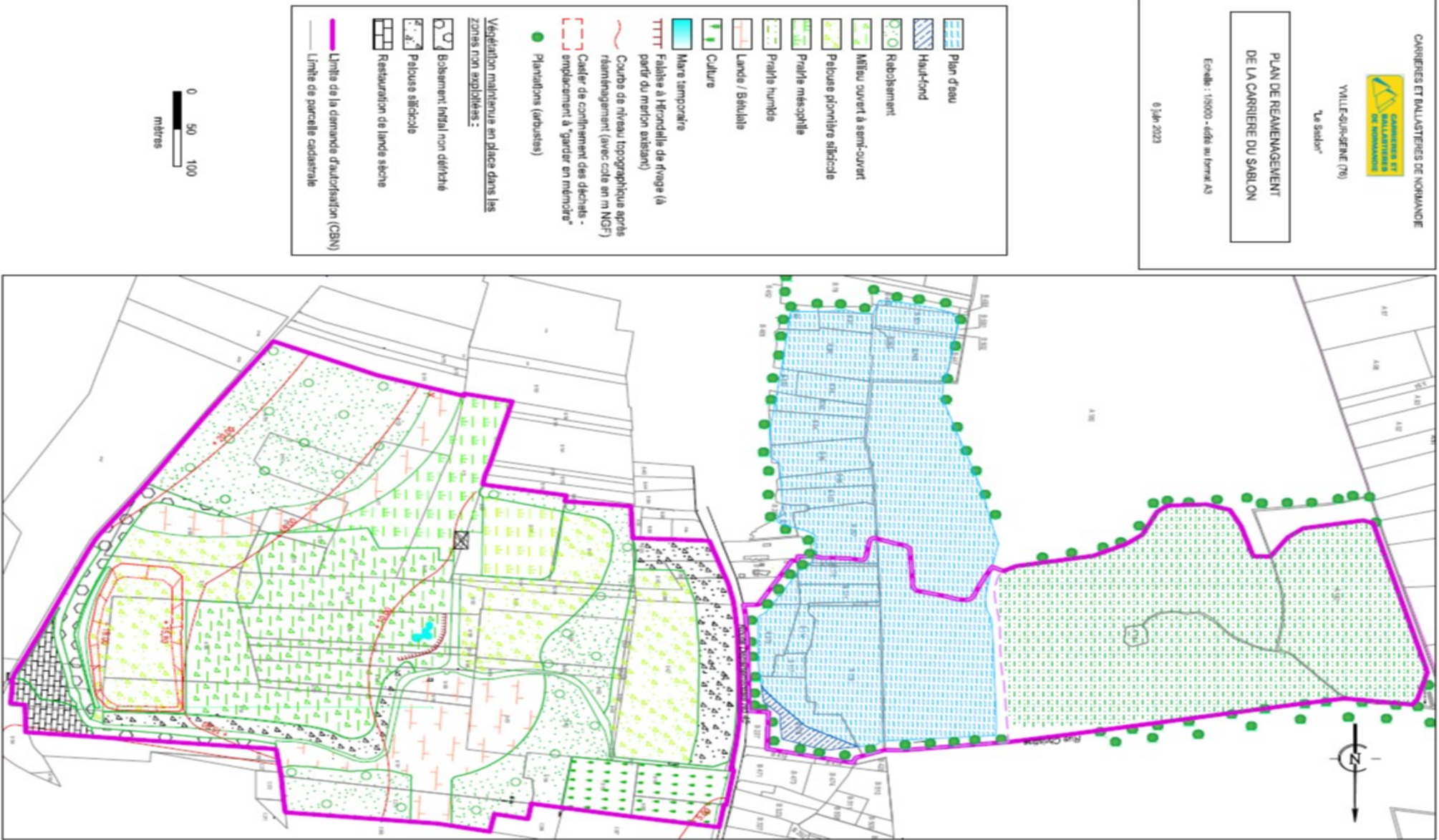
Annexe 1 : Plan de localisation du périmètre autorisé (en vert) et de l'installation de traitement réceptrice des matériaux



Annexe 2 : Plan du défrichement des zones prévues d'être défrichées



Annexe 4 : Plan de réaménagement final du site (partie « Les Sablons »)



Annexe 5 : Profils topographiques de la carrière et du casier de confinement après réaménagement

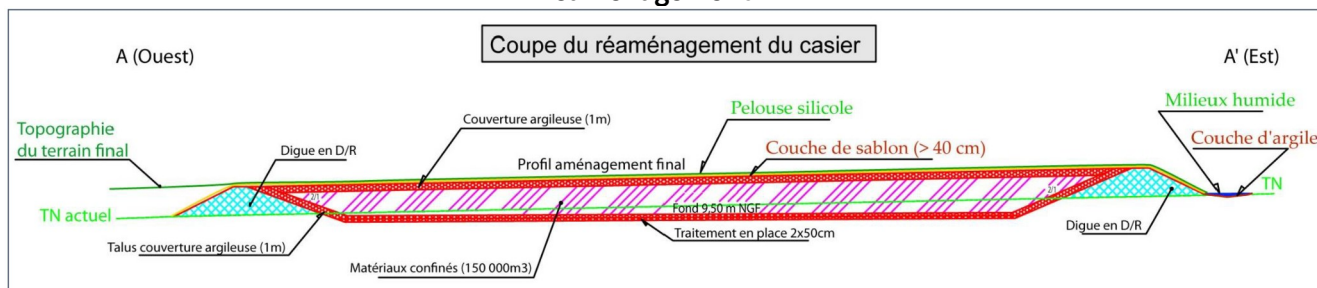
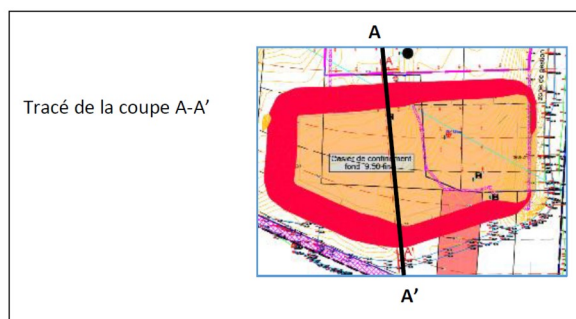
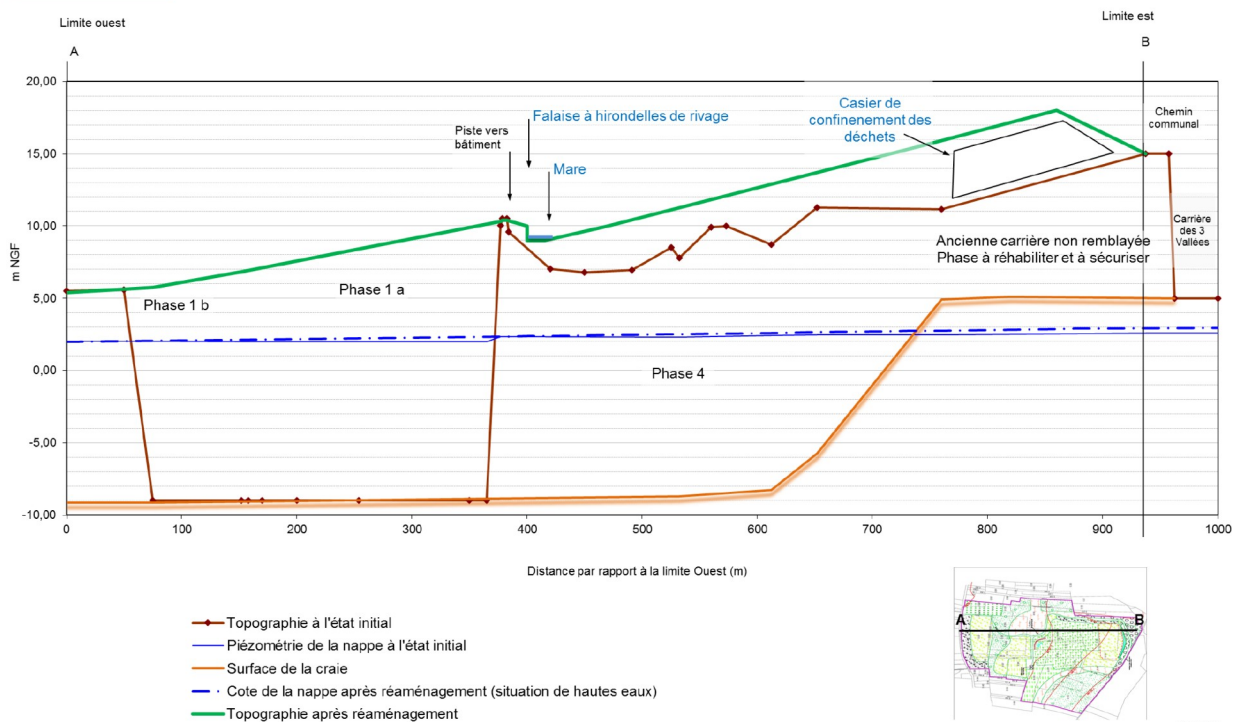


Figure 73 : Coupe schématique du réaménagement spécifique du casier de confinement des « déchets »



Profil topographie Ouest-Est de la carrière des Sablons après réaménagement



Mai 2017

Carte de réaménagement et d'entretien de la zone de confinement des déchets papetiers de la commune de Lamoignon

Phases d'exploitation : Phase 1a, Phase 1b, Phase 2, Phase 3, Phase 4, Phase 5a, Phase 5b.

Casiers : Casier A, Casier B, Casier C, Casier D, Casier de confinement des déchets.

Zone de réaménagement et d'entretien : Zone hachurée en diagonale.

Limites :

- Limite des phases d'exploitation (Ligne rouge)
- Limite de parcelle cadastrale (Ligne noire)
- Limite supposée entre la nappe de la craie et la nappe alluviale (Ligne pointillée bleue)

Legende :

- Casier de remblaiement (Ligne épaisse orange)
- Casier de confinement des déchets papetiers (Ligne épaisse rouge)
- Surface non exploitée (Hachures diagonales)

Fond cartographique : Cadastre

Échelle : 0 50 100 mètres